KPMG

Performances des grands groupes bancaires au 30 juin 2025

Août 2025

Chiffres clés au 30 juin 2025

Alors que l'instabilité géopolitique et les tensions commerciales se sont renforcées au 1er semestre 2025, fragilisant l'économie mondiale, les grandes banques françaises ont démontré la solidité de leur modèle. Les incertitudes liées à la politique américaine et leurs répercussions contrastées selon les zones géographiques n'ont pas entamé leurs fondamentaux, les indicateurs semestriels révèlent des revenus soutenus et une rentabilité préservée comme en témoignent les niveaux de PNB et de résultats nets :

- un produit net bancaire cumulé de 80,6 milliards d'euro soit + 5% sur le semestre ;

- un résultat net cumulé de 17,2 milliards d'euro soit +3% sur le semestre.

Ces niveaux de résultats et de revenus confortent l'efficacité du modèle bancaire universel français face aux turbulences internationales. La diversification des métiers, la maîtrise des risques et des coûts, conjuguée au succès des stratégies d'intégration, confèrent aux banques françaises une capacité d'adaptation qui leur permet de maintenir leur trajectoire de croissance.

Dans un monde économique fragmenté, elles s'affirment comme des acteurs stables, capables de traverser les cycles d'incertitudes tout en préservant leur dynamique de développement.

Indicateurs clés pour les 5 grands groupes bancaires français au 30/06/2025

Un niveau d'activité dynamique

PRODUIT NET BANCAIRE		RESULTAT NET	
30/06/2024	30/06/2025	30/06/2024	30/06/2025
76,8 Mds €	80,6 Mds €	16,7 Mds €	17,2 Mds €
+ 5,1 %		+ 3,1 %	

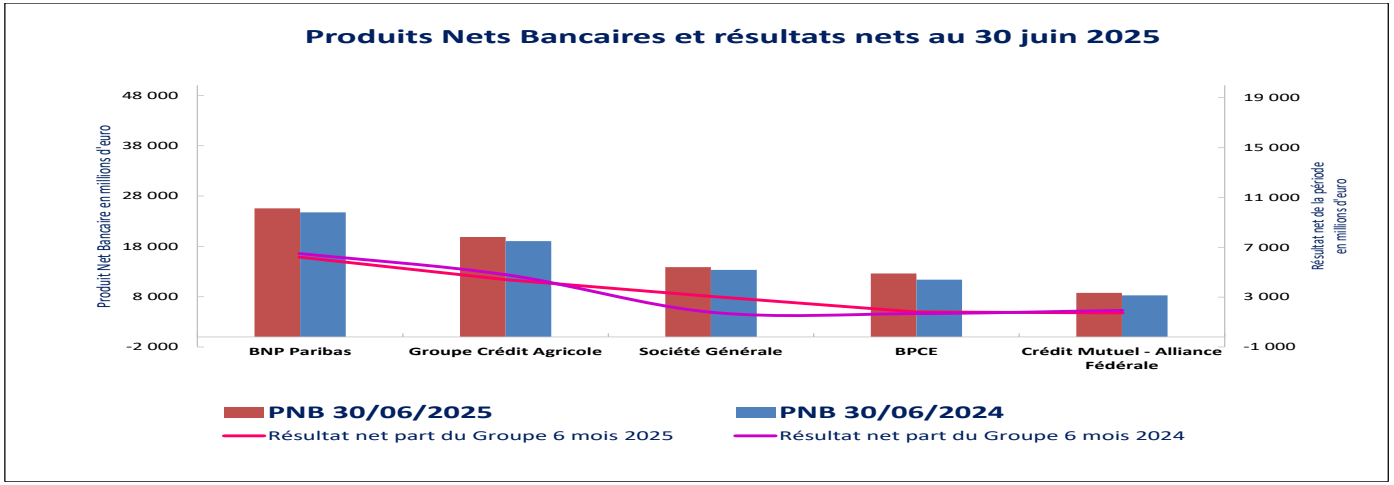
Coefficient d'exploitation moyen **en baisse** à **- 143 pb**

Coût du risque **en hausse** **8%**

Des bilans très solides

RATIO DE CET 1		RESERVES DE LIQUIDITE	
31/12/2024	30/06/2025	31/12/2024	30/06/2025
15,7%	15,9%	1690 Mds €	1 721 Mds €

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025



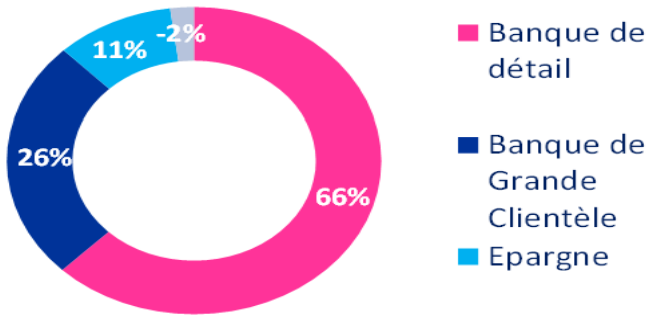
Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués de presse et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des principaux groupes bancaires français et d'apporter des commentaires sur les évènements significatifs de la période et l'information financière associée.

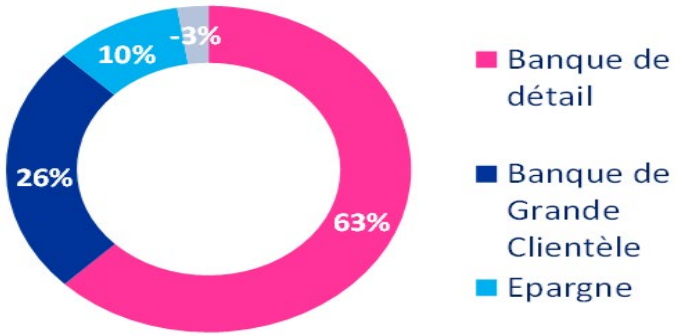
Répartition des revenus par activités

Sur le 1er semestre 2025, l'ensemble des métiers enregistrent une progression de leurs revenus, avec une hausse de 3,5 % pour la banque de détail, 5,3 % pour les métiers de l'épargne, et 6,8 % pour la banque de grande clientèle.

Ventilation du PNB au 30 juin 2025



Ventilation du PNB au 30 juin 2024



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Eléments non-opérationnels et non récurrents

Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable (Debt Valuation Adjustment, spread émetteur de la FVA [Funding Value Adjustment], et secured lending) impactant l'ensemble des banques, les groupes Société Générale, Crédit Agricole et Crédit Mutuel Alliance Fédérale et BPCE communiquent sur des éléments spécifiques.

Alors que le groupe Société Générale comptabilise un gain net de 75 millions d'euros, principalement lié à la cession de sa filiale Société Générale Burkina Faso finalisée en juin 2025, Crédit Mutuel Alliance Fédérale, Crédit Agricole et BPCE communiquent sur l'impact de la surtaxe exceptionnelle d'impôt sur les sociétés introduite par la loi de finances 2025, qui pèse sur leurs résultats à hauteur de :

- Crédit Mutuel Alliance Fédérale : 314 millions d'euros ;
- Crédit Agricole: 152 millions d'euros ; et
- BPCE : 105 millions d'euros.

Analyse des métiers

Banque de détail

Les réseaux bancaires et les métiers spécialisés de la banque de détail enregistrent une progression notable de leurs revenus (+ 3,5%) soutenue par l'amélioration de la marge nette d'intérêt et le rebond de la conquête commerciale. Cette dynamique bénéficie également de la reprise de la demande de crédits à l'habitat, dans un contexte de normalisation progressive des conditions de marché.

BNP Paribas

❑ **En France :**

- Bonne dynamique d'ensemble dans les réseaux, en ligne avec les trajectoires stratégiques : amélioration du mix des dépôts, stabilité des crédits immobiliers, poursuite de la croissance des crédits aux entreprises (hors PGE).
- Développement soutenu de **Personal Finance** : hausse régulière de la production de crédits à la consommation BtoC, notamment grâce au **partenariat avec Apple**.
- Accélération des opérations de gestion active du bilan: **2 titrisations** réalisées sur les crédits auto (SRT) pour près de 2 Md€.
- Croissance des activités de **Leasing Solutions**, tirée par l'amélioration des marges et le développement de la location longue durée de véhicules industriels : partenariat avec Kiloutou sous marque blanche.
- Renforcement des nouveaux métiers digitaux : montée en puissance de **Nickel,** essor de **Floa Pay** et déploiement de l'**IA générative** dans le parcours client.

❑ **A l'international :**

- Bonne dynamique commerciale en **Belgique** et au **Luxembourg** (collecte des particuliers et reprise des crédits) et amélioration de la rentabilité en **Italie** (maitrise des coûts).
- Solide performance en **Europe Méditerranée**, marquée par une forte reprise des crédits immobiliers en **Pologne** et une normalisation progressive de l'environnement économique en **Turquie**.
- Croissance de **Personal Investors** en **Allemagne** et développement de **BNP Paribas Mobility**, avec la signature de **nouveaux partenariats** : Chery Group (Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas) et Lynk & Co (Espagne, Pays-Bas, Belgique).

BPCE

- Poursuite de la croissance des fonds de commerce dans les réseaux **Banque Populaire et Caisse d'Epargne** (+ 430.000 nouveaux clients), avec une progression marquée de la marge nette d'intérêt et une hausse des commissions
- Renforcement du pôle **Solutions et Expertises Financières**, avec :
  - une dynamique soutenue dans les Services aux Particuliers, notamment sur les prêts personnels et crédits renouvelables.
  - une croissance des activités de leasing, portée par **BPCE Lease** et le développement international.
  - une extension de l'offre sur les équipements professionnels via l'intégration de **BPCE Equipment Solutions** depuis mars 2025.
  - une progression de **l'affacturage,** tirée par la conquête de nouveaux clients dans les réseaux.
  - un accompagnement accru des besoins de financement court terme des entreprises dans un contexte de marché en évolution.
- Croissance dans l'**assurance**, avec une collecte positive en assurance vie et une hausse des primes en assurance non-vie.
- Progression des activités dans le pôle **Digital et Paiements**, avec une hausse des revenus **d'Oney Bank** soutenue par l'essor des paiements et des offres digitales.

Société Générale

❑ **En France :**

- Forte dynamique de conquête pour **BoursoBank** avec +1,4 million de clients sur un an (+22%) et un rythme soutenu sur le 2ème trimestre 2025 (~424 000 nouveaux clients) permettant de franchir le seuil des 8 millions de clients avec un taux d'attrition maîtrisée (<4%).
- Bonne performance de la **Banque Privée** avec une collecte nette positive et des actifs sous gestion en hausse sur le semestre.
- Revenus et marges en hausse pour **Ayvens** soutenus par une stabilisation des actifs productifs, une baisse des dépréciations et une normalisation progressive des ventes sur le marché de l'occasion.
- Progression des revenus générés par les activités de **Crédit à la consommation** en lien avec l'amélioration de la marge sur la nouvelle production et un impact positif de réévaluation d'actif.

❑ **A l'international** :

- Dynamique commerciale soutenue dans les réseaux, marquée notamment par une forte progression des encours de crédits en Europe et une croissance des dépôts en Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer portée par la clientèle de particuliers et d'entreprises.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale

- Rebond commercial des réseaux bancaires, soutenu par l'amélioration des marges d'intérêt et la reprise de la demande de crédits à l'habitat.
- Poursuite de l'engagement du groupe en faveur de l'accession à la propriété avec le déploiement du **Prêt Coup de Pouce** pour les primo-accédants (taux à 0,99 % jusqu'à 30 K€).
- Renouvellement du partenariat entre Cofidis et Amazon dans un contexte de poursuite de la dynamique e-commerce sur 1 an.
- Renforcement de la présence européenne de Cofidis Group avec l'acquisition de Magyar Cetelem Bank et une progression équilibrée du recrutement clients, en direct et via les partenaires.
- Déploiement progressif de **Cash Services**, opéré par la société **2SF** avec 2 autres groupes bancaires (SG et BNPP), pour garantir l'accès aux services bancaires essentiels sur l'ensemble du territoire.
- Poursuite de la stratégie de développement de **TARGOBAK** en Allemagne avec la signature d'un accord en vue **de l'acquisition d'OLB** pour renforcer son positionnement sur l'activité de crédit, et lancement de la phase pilote de distribution des produits **ACM Deutschland** avant le changement de partenariat assurances prévu en 2026.
- Contribution active du groupe à la construction d'une solution européenne de paiement instantané via Wero (EPI) et la coopération engagée avec EuroPA qui opère notamment en Europe du Sud.
- Baisse des revenus d'**affacturage** malgré des volumes en hausse, dans un environnement de taux plus bas.
- Stabilisation des encours en **crédit-bail** mobilier, avec une amélioration du produit net bancaire portée par la hausse des taux clients.

Crédit Agricole

❑ **En France :**

- Bonne dynamique commerciale des **Caisses régionales** : gain net de clients, progression de la production de crédits portée par l'habitat, collecte en hausse tirée par l'assurance-vie et les dépôts à vue, stabilité du taux de clients digitaux, et progression du taux de principalisation.
- Performance solide pour **LCL** : hausse de la production de crédits sur tous les marchés, notamment dans l'habitat et les crédits aux entreprises, et une collecte portée par l'assurance-vie.
- Léger repli de la production de **crédit-bai**l en France dans un environnement de marché défavorable, partiellement compensé par une progression à l'international.
- Progression marquée de l'**affacturage** en France bénéficiant de la signature d'un dossier significatif.
- Rebond modéré de la production chez **Crédit Agricole Personal Finance & Mobility**, soutenu par le crédit à la consommation, dans un marché automobile toujours complexe en Europe et en Chine.

❑ **A l'international :**

- Conquête clients soutenue en **Italie**, accompagnée d'un bon niveau d'équipement en assurance dommages.
- Développement commercial solide en **Pologne**, avec une production de crédits bien orientée sur le segment retail et une hausse significative des encours de collecte.
- Progression marquée des encours de crédits et de collecte en **Égypte**, dans un contexte de bonne activité sur l'ensemble des segments.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Métiers de l'épargne

Dans un environnement marqué par des tensions géopolitiques, une volatilité persistante des marchés financiers et des incertitudes économiques, les métiers de l'épargne enregistrent une hausse marquée de leurs revenus (+5,3%), portée par la résilience de la collecte et la solidité des encours.

BNP Paribas

- Bonne dynamique de collecte sur l'ensemble des métiers, portée par la performance des marchés malgré un effet de change défavorable.
- Croissance des actifs sous gestion d'Asset Management, soutenue par la collecte sur les fonds monétaires, les supports moyen-long terme et le **lancement de nouveaux fonds**, dont **BNP Paribas Europe Strategic Autonomy** et un **ETF Europe Défense**.
- Progression des commissions dans la gestion institutionnelle, malgré un recul des revenus financiers et un marché Real Estate toujours dégradé.
- Poursuite de la dynamique de **Wealth Management** dans les banques commerciales et en Asie, portée par la collecte sur les **dépôts en USD** et les commissions transactionnelles.
- Forte progression de l'assurance épargne, avec une dynamique croissante des unités de compte en France et un rebond en Italie (**partenariat avec BCC Banca Iccrea**).
- Développement de l'assurance protection, soutenue par l'activité dommages et affinitaire et par la dynamique des canaux digitaux.
- Intégration réussie des **croissances externes** récentes, dont **BCC Vita** et **Neuflize Vie**.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale

- Progression des encours sous gestion de **La Française** à 161 Md€ (+3 % sur le semestre), avec une collecte nette de 2,2 Md€, majoritairement investis en actifs cotés (monétaire, actions, obligations, convertibles) aux côtés de stratégies non cotées (immobilier, dette privée, private equity).
- Enrichissement de l'offre obligataire **de Crédit Mutuel Asset Management** avec le lancement de nouveaux millésimes de fonds à échéance.
- Adaptation de **La Française REM** à un marché immobilier contraint par une stratégie sélective sur des actifs résilients, illustrée notamment par l'acquisition d'une clinique en juin 2025.
- Renforcement du positionnement européen de **CIC Private Debt** avec l'ouverture d'un bureau à Francfort et une 1ère opération de dette senior sur la zone DACH (Allemagne, Autriche et Suisse).
- Renforcement des expertises de **NewAlpha Asset Management** avec l'intégration en juin 2025 de l'équipe **ALLSTRAT**, spécialisée dans le financement d'entreprises du secteur de la **défense et de la souveraineté industrielle en Europe**.

Crédit Agricole

- Progression des encours gérés par **Amundi** tirée à la fois par une collecte nette soutenue sur les actifs MLT et les joint-ventures, et par un effet marché favorable.
- Rebond confirmé de la collecte en Inde et poursuite de la reprise en Chine via les joint-ventures.
- Finalisation de la **1ère intégration de Victory Capital**, avec une répartition équilibrée des encours entre clients US et non-US.
- Forte dynamique des encours chez **Indosuez Wealth Management** portée par la production sur les produits structurés et les mandats.
- Poursuite de l'**intégration de Degroof Petercam** : finalisation de plusieurs opérations de fusion et de **migration IT** en **France** et au **Luxembourg**.
- Annonces de **croissance externe** dans la gestion de fortune : projets d'acquisition de la **banque Thaler en Suisse** et de reprise de la clientèle Wealth Management de BNP Paribas à Monaco.

BPCE

- Stabilité des encours d'actifs sous gestion depuis le début de l'année, avec un effet marché favorable atténué par un effet de change négatif.
- Collecte nette positive en Gestion d'actifs, portée par les expertises Fixed Income de **Loomis Sayles, DNCA et Ostrum AM**, ainsi que par les produits diversifiés.
- Progression des actifs moyens chez **Natixis IM**, dans un contexte de pression sur les marges liée à la composition du mix produit.
- Niveau élevé de performance des fonds, avec une majorité classée dans les 2 premiers quartiles à horizon 5 ans.
- Hausse de la part des **encours ESG** dans le total des actifs sous gestion.

Note : Pour la Société Générale, l'activité de Banque Privée est intégrée dans les activités de la banque de détail depuis 2022. Le groupe précise que le rythme de collecte d'actifs (collecte nette annualisée divisée par les actifs sous gestion) s'établit à +6% au 30 juin 2025.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Banque de grande clientèle

La banque de grande clientèle publie des revenus en progression de + 6,8% par rapport au 30 juin 2025 pour s'établir à 23,5 milliards d'euros sur le semestre portés par la dynamique commerciale de toutes ses lignes de métiers.

	BNP Paribas	Société Générale	Crédit Agricole	BPCE	Crédit Mutuel Alliance Fédérale
Métier FICC (activité Taux, Crédit, Change et Matières Premières)	• Performance soutenue sur l'ensemble des activités, avec des volumes en hausse et une dynamique favorable dans toutes les régions. • Forte progression des **dérivés de taux** et rebond marqué des **activités de crédit**, notamment sur les **marchés secondaires d'obligations et d'indices**. • Très bonne performance sur **les marchés de change** dans un environnement volatil. • Gains de parts de marché globaux, avec une progression notable en **Debt Capital Markets**.	• Forte progression des activités **Taux, Crédit et Change** tirée par la solidité des activités de flux et de financement, dans un contexte de bonne dynamique commerciale malgré un environnement macroéconomique incertain et un ralentissement sur les dérivés.	• Maintien d'un niveau élevé de revenus dans la banque de marché, tiré par la performance des **activités de trading** et de **crédit primaire.**	• Bonne performance de **Global Markets**, soutenue par une dynamique commerciale favorable et un environnement de marché volatil. • Progression des activités **FIC-T**, tirée par une forte activité sur les segments **Crédit et Change.**	• Poursuite de la croissance de **CIC Market Solutions** avec un produit net bancaire en hausse au premier semestre 2025, porté par la bonne dynamique commerciale de l'ensemble des activités.
Métier Titres & métier Actions	• Dynamique soutenue des activités **Equity & Prime Services** en particulier sur les activités de flux, avec une progression de **l'exécution cash**, notamment aux États-Unis. • Bonne tenue des balances de **Prime Brokerage** et poursuite des gains de parts de marché. • Signature de nouveaux mandats pour **Securities Services** dans toutes les zones, notamment avec Schroders et UniSuper. • Déploiement de solutions technologiques, dont le lancement de **parts de fonds monétaires tokenisés au Luxembourg** et la **solution Data PRISM360** pour UniSuper visant à aider le fonds de pension Australien dans sa prise de décision, en tirant partie de la **technologie de NeoXam**. • Accord signé en vue de **l'acquisition des activités de conservation et de banque dépositaire de HSBC en Allemagne**. • Progression continue des encours administrés et contribution positive de l'ensemble des segments.	• Résilience des activités **Actions** dans un contexte de normalisation après un niveau exceptionnel au 30 juin 2024, portée par une activité commerciale dynamique sur les dérivés. • Revenus du métier **Titres** en léger repli, pénalisés par la baisse des taux d'intérêt, malgré une stabilité des volumes et une performance commerciale robuste.	• Revenus en repli dans les **structurés Actions**. • Poursuite de la hausse des volumes de règlement-livraison (**CACEIS**), notamment en Allemagne et au Luxembourg. • Finalisation du **rachat de la participation de Santander**, permettant à Crédit Agricole S.A. de porter sa détention dans CACEIS à 100 %. • Confirmation des synergies liées à l'intégration des **activités d'asset servicing de RBC en Europe**, avec un objectif de résultat net additionnel d'ici 2026.	• Progression des revenus du métier **Equity**, portée par l'activité **Global Securities Financing**.	• Niveau solide d'investissements pour **Crédit Mutuel Equity** sur le 1er semestre : 174 millions d'euros investis au 1er semestre 2025 dans une vingtaine d'opérations en France et à l'international, valorisation du portefeuille en hausse de plus de 700 millions d'euros sur les 3 dernières années • Plusieurs cessions réalisées sur le semestre atteignant 78 millions d'euros dans un contexte économique perturbé ayant différé certaines opérations (> 1,6 milliard d'euros de participations cédées en 3 ans, illustrant une rotation dynamique du portefeuille malgré un horizon d'investissement long).
Banque de Grande Clientèle	• Activité soutenue sur les marchés de capitaux dans les 3 régions, avec une progression marquée en **Amérique** et en **Asie-Pacifique**. • Poursuite des **opérations de titrisation**, dans un environnement de marché porteur sur ce segment. • Dynamique commerciale robuste en **Transaction Banking**, avec une activité en croissance à la fois en **Cash Management** et en **Trade Finance**. • Progression de l'**Advisory** dans un marché moins dynamique, portée par un bon niveau de mandats et un pipeline solide.	• Forte dynamique de **Global Banking :** volumes élevés en financement d'acquisitions, de fonds et de projets, dans un contexte de bonne orientation des activités de crédit. • Bonne performance de **Debt Capital Markets** et premiers signes de reprise sur les activités d'Equity Capital Markets. • Performance solide des activités de **Global Transaction & Payment Services,** auprès des clients entreprises et institutionnels, malgré l'impact négatif de la baisse des taux d'intérêt sur les revenus.	• Bonne performance de la Banque de Financement soutenue par les **financements structurés**, portés par la dynamique des projets dans les énergies renouvelables • Revenus bien orientés dans les activités de **Corporate & Leveraged Finance**, tirés par le dynamisme des financements d'acquisitions.	• Maintien des revenus en **Global Finance**, soutenus par la dynamique des activités **Real Assets** dans les secteurs des infrastructures, de l'immobilier, de l'hôtellerie et de l'aviation. • Progression des activités d'Investment Banking et M&A, portée par les métiers **Acquisition & Strategic Finance, SECM et M&A.**	• Activité globalement stable en **financements structurés** : forte hausse sur les financements de projets, stabilité du nombre d'opérations en financements d'actifs et titrisation malgré des montants moindres, repli des financements d'acquisitions faute de reprise du marché LBO. • Dynamique commerciale soutenue chez **CIC Corporate** avec des opérations stratégiques et de sécurisation d'échanges commerciaux en France et à l'international (financements, couvertures, obligations, garanties, affacturage…).

Evolution du coût du risque (CdR)

Dans la continuité des trimestres précédents, le niveau d'incertitudes économiques et géopolitiques est resté à un niveau extrêmement élevé avec:

- La poursuite de la guerre commerciale initiée par l'administration Trump via la mise en place de droits de douanes,
- La poursuite des conflits armés tant en Ukraine qu'en Israël,
- Et le bombardement des installations nucléaires iraniennes.

Si l'annonce fin juillet d'un accord commercial entre l'UE et les Etats-Unis (fixant notamment les droits de douane à 15%) est susceptible de réduire les incertitudes pour les entreprises européennes, le contour de l'accord, sa ratification et sa mise en œuvre soulèvent de nombreuses questions.

✓ Dans ce contexte, **les prévisions de croissance économique mondiale** du FMI (publication du 29 juillet 2025) sont néanmoins revues à la hausse (mais toujours inférieure à la moyenne 2000-2019 de 3,7%) **à 3% pour 2025** (+0,2% vs dans la publication du 4 avril 2025) **et 3,1% pour 2026** (+0,1% vs avril) principalement compte tenu des effets positifs d'anticipation des droits de douane qui ont impacté à la hausse les achats, de droits de douane inférieurs à ceux qui avaient été annoncés initialement le 2 avril et d'un affaiblissement du dollar qui favorise les conditions financières. Il en résulte:

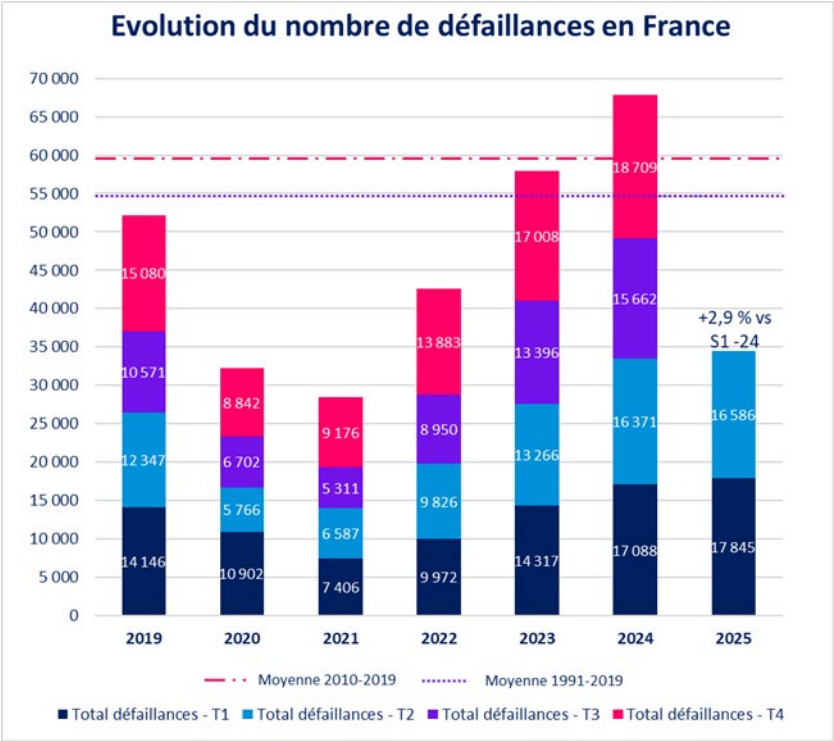
- **au niveau des pays avancés, une légère révision à la hausse des prévisions de croissance aux Etats-Unis et en Europe mais qui masquent de fortes disparités selon les pays**:
  - USA: 1,9% en 2025 (+0,1 % vs avril /-0,8% vs janvier 2025) grâce à des droits de douane s'établissant à un niveau inférieur à ceux annoncés le 2 avril et des conditions financières qui s'assouplissent;
  - Zone Euro: 1% en 2025 (+0,2% vs avril / stable vs janvier) notamment tirée par la croissance en Irlande au 1er semestre (augmentation historiquement forte des exportations de produits pharmaceutiques vers les États-Unis). L'Allemagne à 0,1% et la France à 0,6% (vs respectivement 0,3% et 0,8% en janvier) voient leurs prévisions baisser sensiblement;
- **du côté de la Chine**, **la prévision de croissance est désormais de 4,8% pour 2025** (+0,2% vs janvier 2025) grâce à la dépréciation de la monnaie, la compensation des baisses des exportations vers les États-Unis par les fortes ventes au reste du monde et par la consommation intérieure soutenue par des mesures budgétaires.

✓ Sur l'inflation mondiale, le FMI prévoit une poursuite de la baisse à 4,2% en 2025 et 3,6% en 2026 en lien notamment avec la réduction des prix hors énergie et alimentation. Les trajectoires sont contrastées selon les zones géographiques (avec l'impact des droits de douane) et vont affecter les politiques monétaires des principales banques centrales.

- Ainsi, le 30 juillet, la Fed a maintenu pour la 5ème fois consécutive ses taux directeurs dans la fourchette de 4,25-4,5% alors que la croissance s'est modérée au cours du 1er semestre, que les perspectives économiques sont incertaines et que des risques pèsent sur les objectifs en matière d'inflation et d'emploi. En outre, l'institution est en cours d'évaluation de l'impact des droits de douane dont les premiers effets se font sentir sur les prix à la consommation.
- De son côté, la BCE a maintenu en juillet ses taux directeurs alors que l'inflation se situe actuellement au niveau de l'objectif à moyen terme de 2% et que les tensions d'origine interne sur les prix se sont encore relâchées, avec en particulier un ralentissement de la hausse des salaires.

✓ En France, le projet de budget 2026 prévoit une coupe de près de 44 Mds€ dans les dépenses publiques pour ramener le déficit à 4,6%. Le débat à venir sur ce dernier pourrait générer à nouveau une forte instabilité politique avec le spectre d'une nouvelle motion de censure.

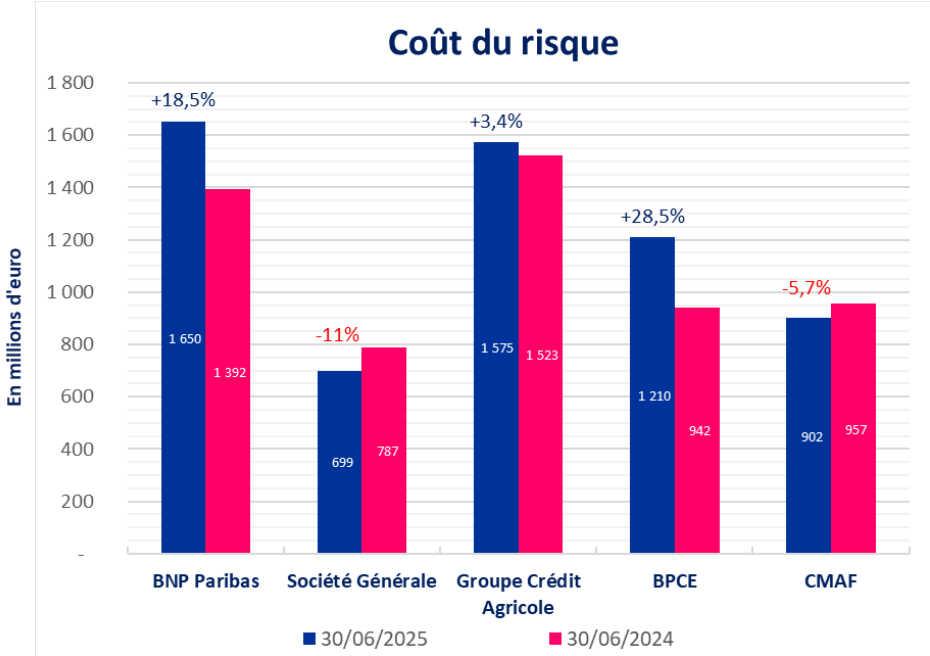
✓ Par ailleurs en France, l**es défaillances d'entreprises progressent encore de 2,9% par rapport au 1er semestre 2024** (68 800 défaillances sur 12 mois glissants) et les entreprises de + de 100 salariés sont particulièrement touchées avec un enjeu significatif en termes d'emplois.
L'évolution en % ralentit néanmoins, ce qui laisse envisager une stabilisation des défaillances (autour de 67 000) en 2025 sous réserve des effets de la guerre commerciale initiée par l'administration Trump.
Cette tendance s'explique par le contexte économique et politique en France et dans le monde.



Source des données : Etudes trimestrielles ALTARES 2025, 2024 et 2023

Dans ce contexte particulier, le CdR cumulé des 5 banques françaises de notre échantillon est globalement en hausse au 30 juin 2025 mais cette évolution masque des disparités entre établissements.

En effet, le CdR cumulé **affiche une hausse d''environs 8% et s'élève à 6 Mds€** contre 5,6 Mds€ au 30 juin2024.

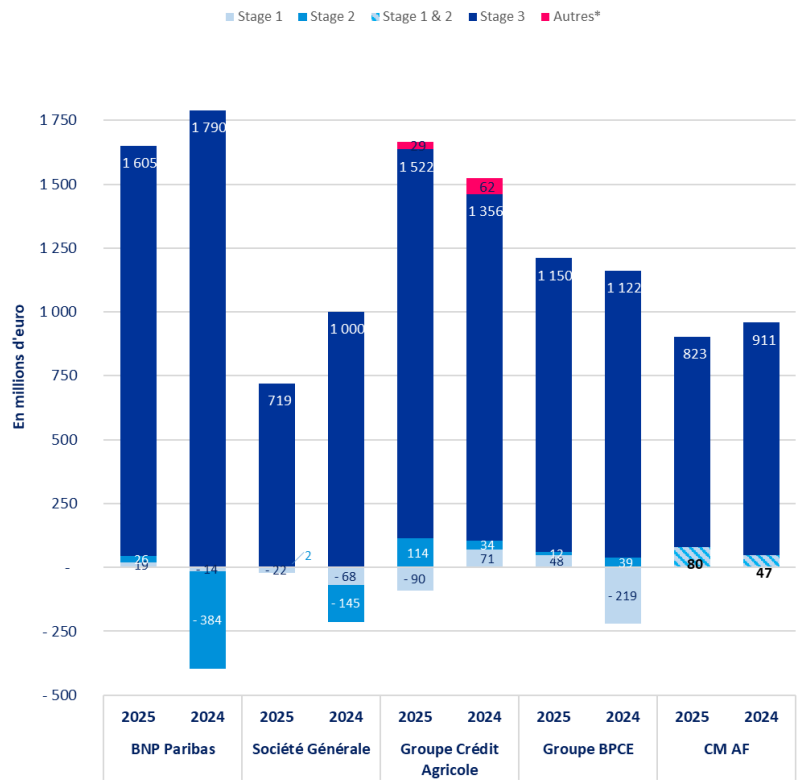


Source des données : Communiqués de presse, états financiers non audités et présentations investisseurs au 30 juin 2025 et 30 juin 2024

Pour rappel, BNP Paribas avait procédé à un changement de présentation fin 2023 avec la création d'une ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers » sous le coût du risque.

Ces éléments présentés hors coût du risque s'élèvent à 115 M€ au 30 juin 2025 et 96 M€ au 30 juin 2024.

Le CdR se décompose par Stage[1] comme suit:



** Comprend pour Groupe Crédit Agricole les éléments non présentés par stage (dont pertes sur créances irrécouvrables, récupérations sur créances amorties, etc.) ainsi que des éléments non récurrents*

Source des données : Communiqués de presse, états financiers non audités et présentations investisseurs au 30 juin 2025 et 30 juin 2024

La dynamique de CdR sur les Stages 1 & 2 est plutôt à la constitution de provisions ou à la forte réduction des reprises. En effet, quatre banques sont en dotation nette au S1-25 (BNP Paribas, Groupe Crédit Agricole, Groupe BPCE et CMAF) tandis que Société Générale est en reprise de 20 M€ (contre une reprise de 213 M€ au S1-24).

Le CdR Stage 3 connaît des variations hétérogènes selon les banques, allant d'une situation de diminution (BNP Paribas -10%, Société Générale -28% et CMAF -10%) **à des situations d'augmentation** (GCA +12% et Groupe BPCE +2,5%)**.**

[1] Où Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.

Evolution du CdR par banque

BNP Paribas

CdR global

- **CdR de 1 650 M€, +258 M€**, en lien avec:
  - ✓ **la baisse du Stage 3** de 185 M€ qui s'élève à 1 605 M€ (1 790 M€ au S1-24)
  - ✓ **des dotations de 45 M€ contre des reprises de 398 M€ sur les Stages 1 et 2** (variation de 443 M€ par rapport au S1-24 principalement sur les activités de CIB/Global Banking)
- CdR à 38bp, inférieur à la guidance 2024 de 40bp (**Objectifs 2025-2026 d'un CdR < à 40bp**)

CdR par métier

- **Commercial Investment Banking: dotation de 176 M€ au S1-25** dans un contexte moins favorable **contre une reprise de 201 M€ au S1-24** (en lien avec des reprises sur les Stages 1 et 2)
- **Commercial Personal Banking Solutions: dotation de 1 441 M€, -105 M€ / -7% vs S1-24** avec notamment:
  - ✓ **la Banque Commerciale en France** en dotation de 245 M€**, -110 M€** vs S1-24 marqué par un dossier spécifique pour 123 M€
  - ✓ **BNL** en dotation de 106 M€, **-61 M€** liés à la diminution des crédits en défaut et à une réduction structurelle des prêts non performants
  - ✓ **l'activité de crédit à la consommation** en dotation de 791 M€, **+39 M€** (BNP indique que cette évolution ne remet pas en cause l'amélioration structurelle du profil de risque)
  - ✓ la **Banque Commerciale en Europe Méditerranée** en dotation de 128 M€, **+72 M€** (BNP indique une normalisation du coût du risque par rapport à une base faible au S1-24)

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour au 30 juin des paramètres des scenarii économiques** utilisés pour le calcul du forward looking. Scenario central:
  - ✓ Taux de croissance du PIB Zone Euro: 1% en 2025 et 1,4% en 2026 (vs 1,1% et 1,5% au Q4-24) / France: 0,6% en 2025 et 1,2% en 2026 (vs 0,8% et 1,3% au Q4-24)
  - ✓ Taux d'inflation Zone Euro: 1,9% en 2025 et 1,7% en 2026 (vs 1,9% et 2% au Q4-24) / France: 0,9% en 2025 et 1,6% en 2026 (vs 1,4% et 1,9% au Q4-24)
- Pondérations: Baisse de la pondération du scenario « Adverse »

Scenario	Sévère	Adverse	Central[1]	Favorable
30 juin 2025	5%	15%	50%	30%
31 décembre 2024	5%	17%	50%	28%

[1] Le scenario "Central" est toujours pondéré à 50%.

- Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii sur les dépréciations S1-S2

Analyse de sensibilité	Sévère	Adverse	Central	Favorable
31 décembre 2024	NC	870	NC	- 570
31 décembre 2023	NC	1 150	NC	- 600

Ajustements post-modèles

- **Ajustements post-modèles pour limites de modèle** (par exemple, en cas de données statistiques insuffisantes ne permettant pas de refléter une situation particulière). Notamment:
  - ✓ Ajustements constitués en 2022 pour tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux, par exemple sur le secteur du crédit à la consommation (baisse du reste à vivre de la clientèle la plus sensible)
  - ✓ Réévaluation de ces ajustements en 2023 et 2024 pour tenir compte de l'évolution du contexte économique => Reprise ou utilisation des ajustements
- **Au 30 juin 2025, ces ajustements représentent 3% du total des ECL** (3,7% au 31 décembre 2024, 4,5% au 31 décembre 2023 et 6,1% au 31 décembre 2022)
- Ajustements post-modèles également considérés pour prendre en compte le cas échéant les conséquences d'incidents climatiques

Autres

- **75% des expositions de crédit brutes classées en Investment Grade au 31 mars 2025**
- **Immobilier**: 4% des engagements bruts totaux [1]
- Construction: 1% des engagements bruts totaux [1]
- Automobile: 2% des engagements bruts totaux [1]

[1] Expositions de crédit brutes (bilan et hors bilan) non pondérées de 1 828 Mds€ au 31 décembre 2024

Evolution du CdR par banque

Société Générale

CdR global

- **CdR de 699 M€, -87 M€ (-11%)** en lien avec:
  - ✓ **la forte diminution (-282 M€) du Stage 3** pour atteindre 719 M€ au 30 juin 2025
  - ✓ **une diminution des reprises de 193 M€ sur les Stages 1 et 2** (qui passent de 213 M€ au 30 juin 2024 à 20 M€ au 30 juin 2025)
- **Cible 2025 de CdR compris entre 25-30bp**

CdR par métier

- Banque de détail France, Banque Privée & Assurances : CdR à 317 M€ (-24,5%)
- Mobilité, Banque de détail et services financiers à l'International : CdR à 250 M€ (-32%)
- **Banque de Grande Clientèle : CdR à 136 M€, en nette hausse** par rapport au 1 M€ du 30 juin 2024

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour au 30 juin des probabilités de défaut et des variables économiques** (PIB, revenu disponible des ménages, écart de taux France / Allemagne, taux de chômage, inflation, etc.) utilisés pour le calcul du forward looking générant une dotation de 31 M€
- **Les PIB utilisés pour le scenario central se dégradent par rapport aux prévisions de fin 2024**:
  - ✓ PIB France +0,6% pour 2025 et 2026 (-1,9% en 2025 en scenario stressé) contre respectivement 0,7% pour 2025 et 1,1% pour 2026 au 31 décembre 2024
  - ✓ PIB Zone Euro 0,7% pour 2025 et 0,8 % pour 2026 (-1,8% en 2025 en scenario stressé) contre respectivement 0,8% pour 2025 et 1,1% pour 2026 au 31 décembre 2024
- **Pondérations stables au S1-25**

Scenario	Stressé	Central	Favorable
30 juin 2025	34%	56%	10%
31 décembre 2024	34%	56%	10%

NB : pour rappel, la pondération du scenario « Stressé » avait augmenté au 2nd semestre 2024

- Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii sur les dépréciations S1-S2

Pondération à 100%	Stressé	Central	Favorable
30 juin 2025	199	- 197	- 124
31 décembre 2024	208	- 149	- 219

Ajustements post-modèles

- **Ajustements sectoriels: 759 M€** (+7 M€ sur l'exercice)
  - ✓ Ajustements (sans impact sur le staging) pour mieux appréhender les cycles de défaut / reprise sur des secteurs d'activité cycliques ou fortement exposés aux risques conjoncturels
  - ✓ Ajustements prenant en compte les risques liés au changement climatique (risque de transition et risques physiques) au travers de scenarii environnementaux et d'un indice de vulnérabilité
  - ✓ Principaux secteurs contribuant à l'ajustement au S1-25 sont: Immobilier commercial, Commerce de détail non alimentaire et Construction-travaux publics. A noter que les principales évolutions concernent les secteurs de l'automobile et de la fabrication de biens et d'équipements (détérioration liée à l'effet des droits de douane / situation du commerce international) et le secteur de l'extraction de produits minéraux (baisse des ajustements)
- **Transfert en S2 de 3 Mds€ d'expositions:** Secteurs des équipementiers automobiles, des vins et spiritueux et de la fibre optique en Europe hors France => **Impact de 16 M€ en termes de provision** (transfert non réalisé s'il conduisait à réduire les ECL)
- **Autres ajustements d'ECL: 333 M€** (-77 M€ sur l'exercice)
  - ✓ Ajustements pour couvrir les risques induits par le contexte économique spécifique sur les clientèles fragiles ou sur les portefeuilles les plus exposés (hausse de l'inflation et des taux d'intérêts, etc.) non pris en compte par les modèles

Autres

- Exposition limitée et diversifiée à l'Immobilier Commercial (2,7% des EaD[1], dont 3,5% en S3): France 50%, Europe 35%, USA 9% (dont 18% en S3 vs 16% au Q1-25)
- Autres secteurs sensibles: Construction à 1,2% des EaD[1], Distribution hors alimentation à 0,7% des EaD[1] et Constructeurs automobiles à 0,4% des EaD[1]
- Exposition directe aux LBO de 5 Mds€ et des expositions sur les PME à hauteur de 4% des EaD[1] principalement en France
- Baisse du stock de dépréciations de 221 M€ en lien avec le reclassement en « Actifs non courants destinés à être cédés » des entités en cours de cession

[1] *EAD de 1 041 Mds€ au 30 juin 2025*

Evolution du CdR par banque

Groupe Crédit Agricole

CdR global

- **CdR de 1 575 M€ (+3,4%)**, en lien avec:
  - ✓ **la hausse du Stage 3** (+12%) qui atteint 1 522 M€ au 30 juin 2025 **en lien avec des transferts de dossiers en défaut**
  - ✓ **des dotations de 24 M€ sur les Stages 1 & 2 contre une dotation 105 M€** au 30 juin 2024 (**des effets modèles compensant la mise à jour des scenarii économiques**)

CdR par métier

Au niveau des métiers:

- Grandes Clientèles-BFI: CdR en reprise de 4 M€, grâce à des reprises sur le Q1-25 sur des titrisations synthétiques et une dotation sur le Q2-25 intégrant la mise à jour des scénarios économiques tout en bénéficiant d'effets modèles favorables
- **Caisses Régionales: CdR à 716 M€ (+1,4%)**
- Banque de proximité :
  - ✓ **LCL: CdR à 186 M€ en recul de 13% mais qui reste élevé sur les professionnels**
  - ✓ CA Italia: CdR à 102 M€ (-17%) en lien avec l'amélioration continue de la qualité des actifs (taux de couverture en hausse)
- Services de Financements Spécialisés :
  - ✓ **Financement Personnel et Mobilité: CdR à 453 M€ (+16%)** impacté par les activités internationales
  - ✓ Crédit-Bail & Affacturage: CdR à 31 M€ (-22%) en lien avec des reprises sur encours sains de 20 M€

Scenarii et pondérations

- **Les scénarios économiques pondérés ont été mis à jour en avril 2025 avec pour le scenario adverse modéré:**
  - ✓ *PIB France: 0% en 2025 et +0,6% en 2026 (+0,8% en 2025 en central) contre respectivement au 31 décembre 2024 -0,1% pour 2025 et 0,7% pour 2026*
  - ✓ *Inflation France/ +1,1 % en 2025 et +1,6% en 2026 (+ 1,1% en 2025 en central) contre respectivement au 31 décembre 2024 2,3% pour 2025 et 2,7% pour 2026*

- Pondérations: Scenario « Adverse modéré » à plus de 50%

Scenario	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
30 juin 2025	23%	51%	25%	1%
31 décembre 2024	18%	50%	30%	2%

- Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii

Analyse de sensibilité(1)(2)	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
30 juin 2025	39,0%	-10,0%	-16,0%	-20,0%
31 décembre 2024	30,7%	0,0%	-15,7%	-19,3%

(1) La sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter
(2) Selon notre compréhension, il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

- Le Groupe Crédit Agricole indique dans ses annexes aux comptes consolidés que le Forward Looking est pris en compte au niveau du Groupe mais également au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Dans ce cadre, à dire d'expert, l'analyse du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles peut conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 et à basculer des portefeuilles ou sous-portefeuilles en ECL à maturité.

Autres

- Expositions Corporate de 376 Mds€ dont 72,7% notées Investment Grade (chiffre stable vs Q1-25)
- **Expositions sur les PME à 29,4 Mds€ (26,7 Mds€ à fin décembre)**
- Expositions LBO chez CACIB de 4,2 Mds€ à fin mai 2025 (+0,2 Mds€ par rapport à mars 2025 / novembre 2024)
- **Expositions sur l'Immobilier Commercial à 57,4 Mds€** (3,2% des EaD), réparties à 73% en France, 12% en Europe et 6% aux Etats-Unis. 68% des expositions notées Investment Grade, taux de défaut de 2% et expositions S3 couvertes à 56%

Evolution du CdR par banque

Groupe BPCE

CdR global

- **CdR de 1 210 M€ (+28,5%)**, en lien avec:
  - ✓ la hausse limitée du Stage 3 qui passe de 1 122 M€ à 1 150 M€ (+2,5%)
  - ✓ **des dotations sur les Stages 1 & 2 de 60 M€ versus des reprises de 180 M€ au S1-24**
- **CdR de 28bp**

CdR par métier

- **Banque de Proximité & Assurance: CdR à 1 013 M€ (+31%)** dont:
  - ✓ **Réseau des Banques Populaires 438 M€ (+24%)**,
  - ✓ **Réseau des Caisses d'Epargne 412 M€ (+49%),**
  - ✓ Solutions & Expertises financières 74 M€ (+58%),
  - ✓ **Digital & Paiements 64 M€ (+2% en lien avec les effets du plan d'actions engagées chez Oney Bank)**
- **Global Financial Services: CdR à 129 M€ (-8%)** dont Banque de Grande Clientèle à 121 M€ (-16%)

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour des paramètres et hypothèses** avec **pour le scenario central:**
  - ✓ **PIB France: 0,5% pour 2025 et 0,9% pour 2026** contre, dans les prévisions fin 2024, 1,4% pour 2025 et 1,57% pour 2026
  - ✓ **Indice des prix des logements France: 1% pour 2025 et 2% pour 2026** contre, dans les prévisions fin 2024 -1,5% pour 2025 et 0% pour 2026
- *Pondérations revues ce qui a conduit à un rétrécissement du corridor entre les 2 bornes pessimistes et optimistes et à un rééquilibrage des pondérations entre les 3 scénarios. En effet, le groupe BPCE estime qu'avec le développement des discussions entre états, l'amplitude du scénario pessimiste est devenue moins importante.*

Zone géographique	France			Zone Euro			Zone US		
Scenario	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2005	30%	35%	35%	19%	35%	46%	14%	50%	36%
31 décembre 2024	15%	80%	5%	13%	78%	9%	10%	65%	25%

- *Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii*

Analyse de sensibilité (1)	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2025	6%	-1%	-5%
31 décembre 2024	23%	-3%	-14%

(1) Il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

- Des provisions complémentaires sont enregistrées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.).
  Principaux secteurs concernés par ces ajustements:
  - ✓ **Secteurs des Services**
  - ✓ **Automobile**
  - ✓ **Distribution / commerce**

  NB : Secteurs en reprise sur la période: Location et services immobiliers, Professionnels de l'immobilier et Tourisme, hôtellerie & restauration
- Le total de ajustements de provisions **s'élève à 1 875 M€ au S1-25** (dont compléments au modèle central de 1 675 M€) vs 1 968 M€ au Q4-24
- A noter que les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux mais au niveau de certains établissements soit via l'application d'un stress sur la note de la contrepartie, soit via l'application d'un taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité aux risques climatiques

Autres

- 30% des expositions brutes[1] sont sur les entreprises dont 68% en France, 16% en Europe et 10% en Amérique
- 8% des expositions brutes[1] sont sur les professionnels
- 24% des expositions brutes[1] sont sur du crédit immobilier aux particuliers
- Plusieurs évolutions de modèles: meilleure prise en compte du comportement spécifique des Financements Spécialisés Immobiliers, extension des modèles Petites Entreprises aux Entreprises Étrangères, évolution permettant de répondre à des préconisations et recommandations sur le périmètre des PME => Impact: reprise de 83 M€

[1] Estimation des expositions de crédit brutes à 1 515 Mds€ au 30 juin 2025

Evolution du CdR par banque

Crédit Mutuel Alliance Fédérale

CdR global

- **CdR de 902 M€ en baisse de près de 6%** qui s'explique par:
  - ✓ **La diminution de 88 M€ du Stage 3** (-9,7%) mais qui reste, comme l'indique CMAF, à un niveau élevé compte tenu des difficultés que connaissent les entreprises
  - ✓ **des dotations sur le S1-S2 de 88 M€ (+70%) en lien** notamment **avec les incertitudes économiques** (à court et moyen terme) **relatives au commerce international**

CdR par métier

- Banque de financement: reprise de 15 M€ contre une dotation de 40 M€ au S1-24 (i.e. variation de -55 M€)
- **Banque de détail & crédit à la consommation** (France et Europe): **dotation de 921 M€ contre 900 M€ au S1-24 (+2,4%)** avec notamment:
  - ✓ Caisses de CM: CdR en baisse de 58 M€ qui s'explique par de moindres dotations S3 (-89 M€) compensée partiellement par une hausse du CdR S1-S2 (+31 M€)
  - ✓ Réseau CIC: CdR à 223 M€ (+11 M€) en lien avec du provisionnement S1-S2 compte tenu des incertitudes économiques et fiscales (diminution du CdR S3)
  - ✓ Cofidis Group: il est indiqué que le CdR reste sur un niveau maîtrisé à 2,5% des encours avec notamment les dernières générations produites qui sont bien orientées
  - ✓ Targobank: CdR à 252 M€ en très légère hausse (+ 5M€) en lien avec le développement du portefeuille de crédit à la consommation et la dégradation de l'environnement économique

NB : CMAF indique que les activités de crédit à la consommation représentent 63% du CdR avéré (S3)

Scenarii et pondérations

- **Informations au 30 juin 2025 non encore disponibles à la date de publication de notre étude**
- *Pour rappel, les pondérations et sensibilités communiquées au 31 décembre 2024 sont:*

Scenario	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2024	25%	70%	5%
30 juin 2024	30%	60%	10%

Analyse de sensibilité	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2024	299	- 408	- 492
30 juin 2024	251	- 565	- 788

Ajustements post-modèles

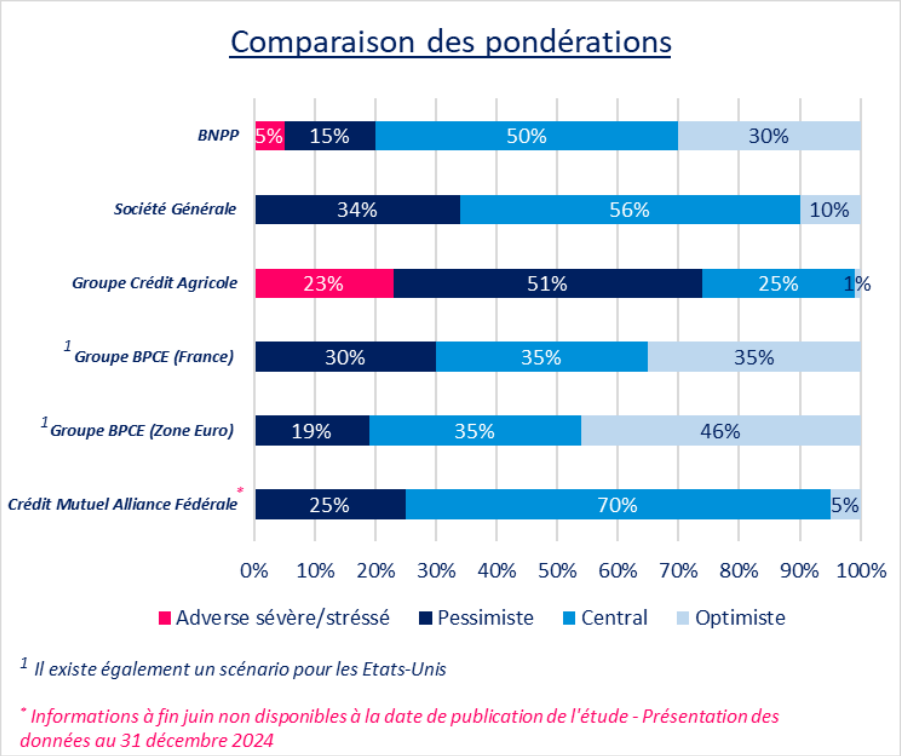
- **Informations au 30 juin 2025 non encore disponibles à la date de publication de notre étude**
- *Pour rappel, au 31 décembre 2024, les ajustements post-modèles couvraient:*
  - ✓ *la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle pour un montant de 228 M€ (173 M€ au 30 juin 2024)*
  - ✓ *des secteurs d'activité particulièrement exposés (tels que l'agriculture, les transports terrestre, aérien et maritime, la production d'énergie, la métallurgie, la cokéfaction et le raffinage) et/ou aux effets des crises actuelles pour un montant de 101 M€*

NB : Ces deux ajustements représentaient 10,0 % du montant total des dépréciations S1-S2 (contre 11,5 % au 31 décembre 2023)

Autres

- A la date de notre publication, seul le communiqué de presse a été mis à disposition sur le site Internet de Crédit Mutuel et ces informations ne sont pas disponibles.

Evolution du coût du risque par banque – Comparaison des pondérations et des ajustements post-modèles



Nombre de scenarii:
- 2 banques utilisent 4 scenarii
- 3 banques utilisent 3 scenarii

NB : Pour CMAF, il s'agit du nombre de scenarii et des pondérations au 31 décembre 2024

On peut noter que le scenario central représente généralement une partie significative de la pondération pour la plupart des établissements, de 25 à 70%

Seule exception, le **Groupe Crédit Agricole alloue 74% de pondération à ses 2 scenarii adverses au détriment du scenario central dont la pondération a été ramenée à 25%** (30% au 31 décembre 2024)

Le poids affecté aux scenarii favorables et défavorables hors Groupe Crédit Agricole (y compris adverse) varie de:
- pour le défavorable: de 19 à 34%
- pour le favorable: de 1 à 46%

Banques	30/06/2025				31/12/2024
	BNP Paribas *	Société Générale *	Groupe Crédit Agricole*	Groupe BPCE*	CM Alliance Fédérale *
Montant des ajustements en M€	NC	1 092	NC	1 875	329
dont ajustements sectoriels	*NC*	*759*	*NC*	*NC*	*101*
Total des ECL S1-S2	4 127	3 011	10 825	5 668	3 622
Total ECL	18 159	9 470	24 411	16 585	11 719
Poids du S1-S2 sur le total des ECL	*22,7%*	*31,8%*	*44,3%*	*34,2%*	*30,9%*
Poids des ajustements sur le total S1-S2	NC	*36,3%*	*NC*	*33,1%*	*9,1%*
Poids des ajustements sur le total ECL	*3,0%* **	*11,5%*		*11,3%*	*2,8%*

Les éléments figurant dans ce tableau ont été soit calculés à partir des éléments communiqués par l'établissement, soit repris directement des éléments de communication financière.

A noter que toutes les banques ne communiquent pas le montant des ajustements post-modèles comptabilisés.
NB : Pour Groupe Crédit Agricole, ces ajustements sont pris au niveau de chaque entité au regard de leurs propres portefeuilles.

** Périmètre soumis à IFRS 9 (y compris créances aux EC, titres au CAm et à la JVOCI et engagements HB) y compris actifs d'assurance*

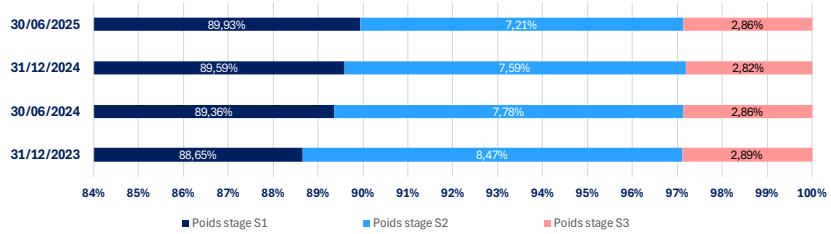
*** BNP indique que les ajustements post-modèles représentent 3% du montant total des pertes de crédit attendues, soit environ 0,5Mds€*

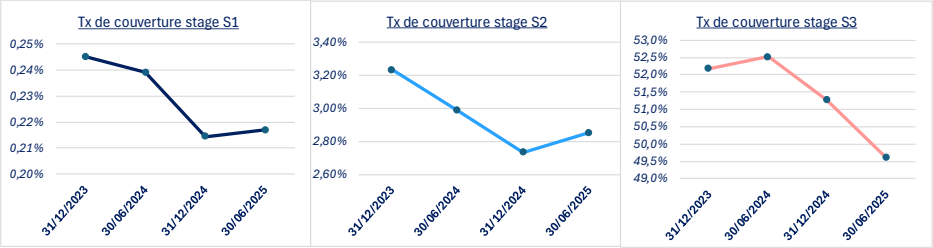
Evolution du coût du risque par banque – Poids des encours et Taux de couverture par Stage

Ces graphiques présentent (hors POCI dans le cas où l'établissement présente cette catégorie):

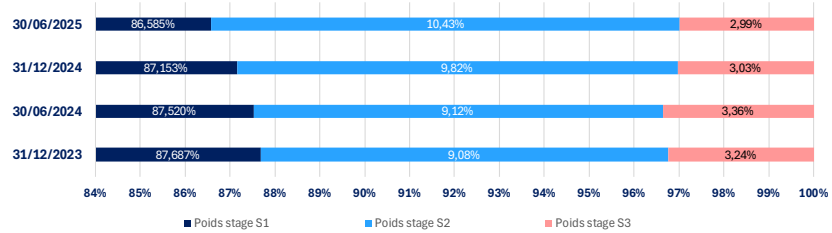
- l'évolution du **poids par Stage des créances à la clientèle évaluées au coût amorti**
- l'évolution du **taux de couverture des créances à la clientèle évaluées au coût amorti** pour chacun de ces stages

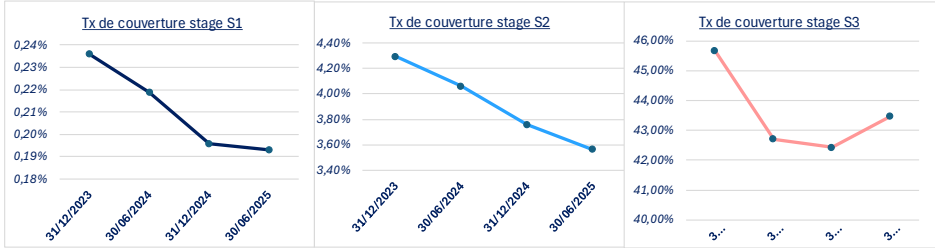
BNP Paribas



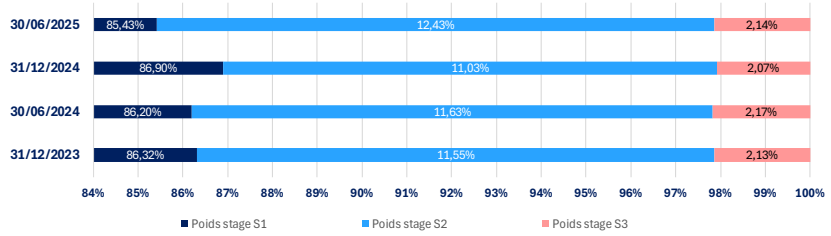


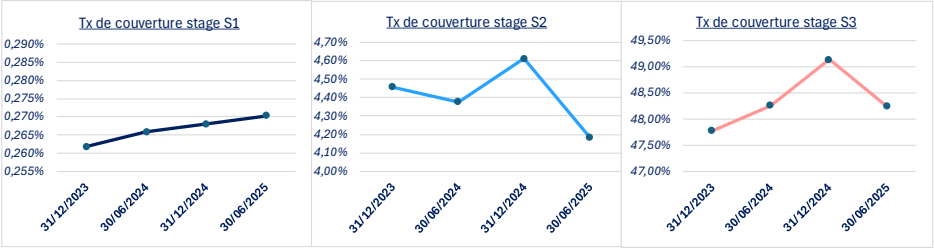
Société Générale



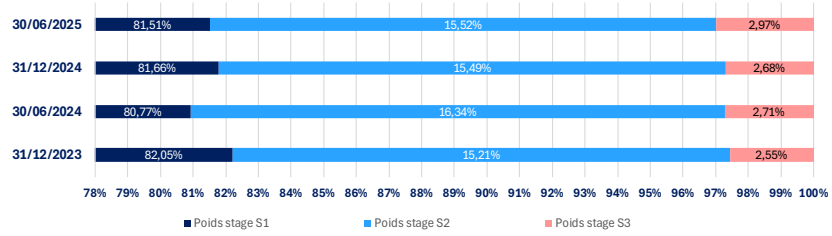


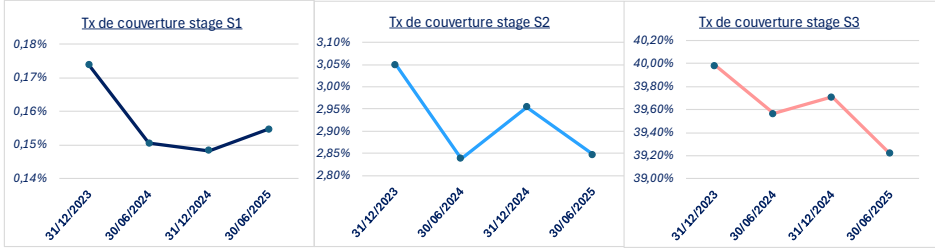
Groupe Crédit Agricole





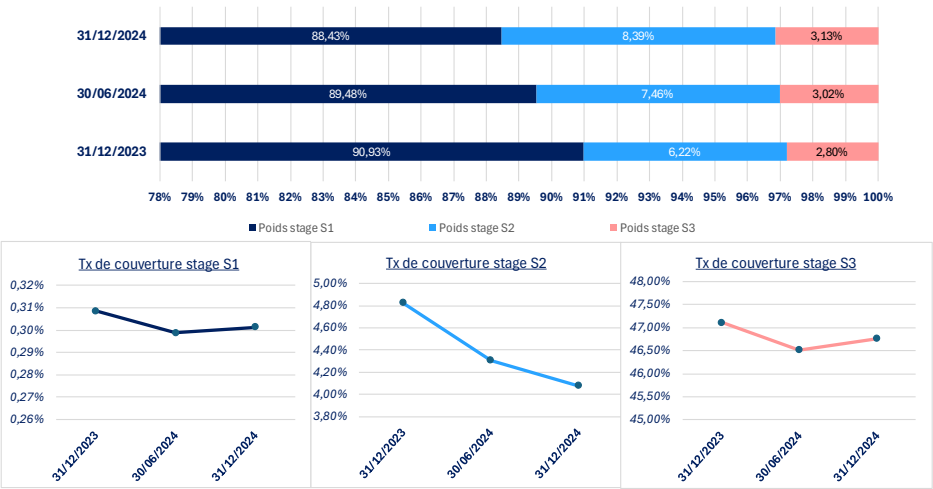
Groupe BPCE





Evolution du coût du risque par banque – Poids des encours et Taux de couverture par Stage (suite)

CMAF



Informations au 30 juin 2025 non encore disponibles à la date de publication de notre étude

Evolution des principaux ratios sur le risque de crédit

Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

CdR en pb sur encours[1]

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole [1]	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2025	38 ↑	24 ↓	27 ↑	28 ↑	32 ↓
30 juin 2024	31	27	25	22	35

(1) Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

Le CdR sur encours en pb varie de manière cohérente avec l'évolution du CdR pour l'ensemble des banques.

Poids des créances douteuses

Poids des créances douteuses	BNP Paribas[2]	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2025	1,6% →	2,77% ↓	2,1% →	2,6% ↑	3,3% ↑
31 décembre 2024	1,6%	2,81%	2,1%	2,5%	3,2%

(2) Les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

Le poids du douteux est globalement stable pour toutes les banques par rapport au 31 décembre 2024.

Les groupes BPCE et CM AF voient le poids du douteux augmenter, possiblement plus impactés par la hausse des défaillances d'entreprises compte tenu du poids de leur clientèle de professionnels / PME.

Taux de couverture des créances douteuses

Taux de couverture (avant garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale[4]	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2025	NC	44,0% ↑	48,2% ↓	39,2% ↓	46,5% ↑
31 décembre 2024	NC	43,0%	49,1%	39,7%	46,0%

Taux de couverture (après garanties et collatéraux)	BNP Paribas[3]	Société Générale[4]	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
30 juin 2025	68,8% ↓	81,0% →	NC	64,1% ↓	NC
31 décembre 2024	69,7%	81,0%	NC	68,0%	NC

(3) Rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à: bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

(4) Taux calculé selon la méthodologie de l'EBA.

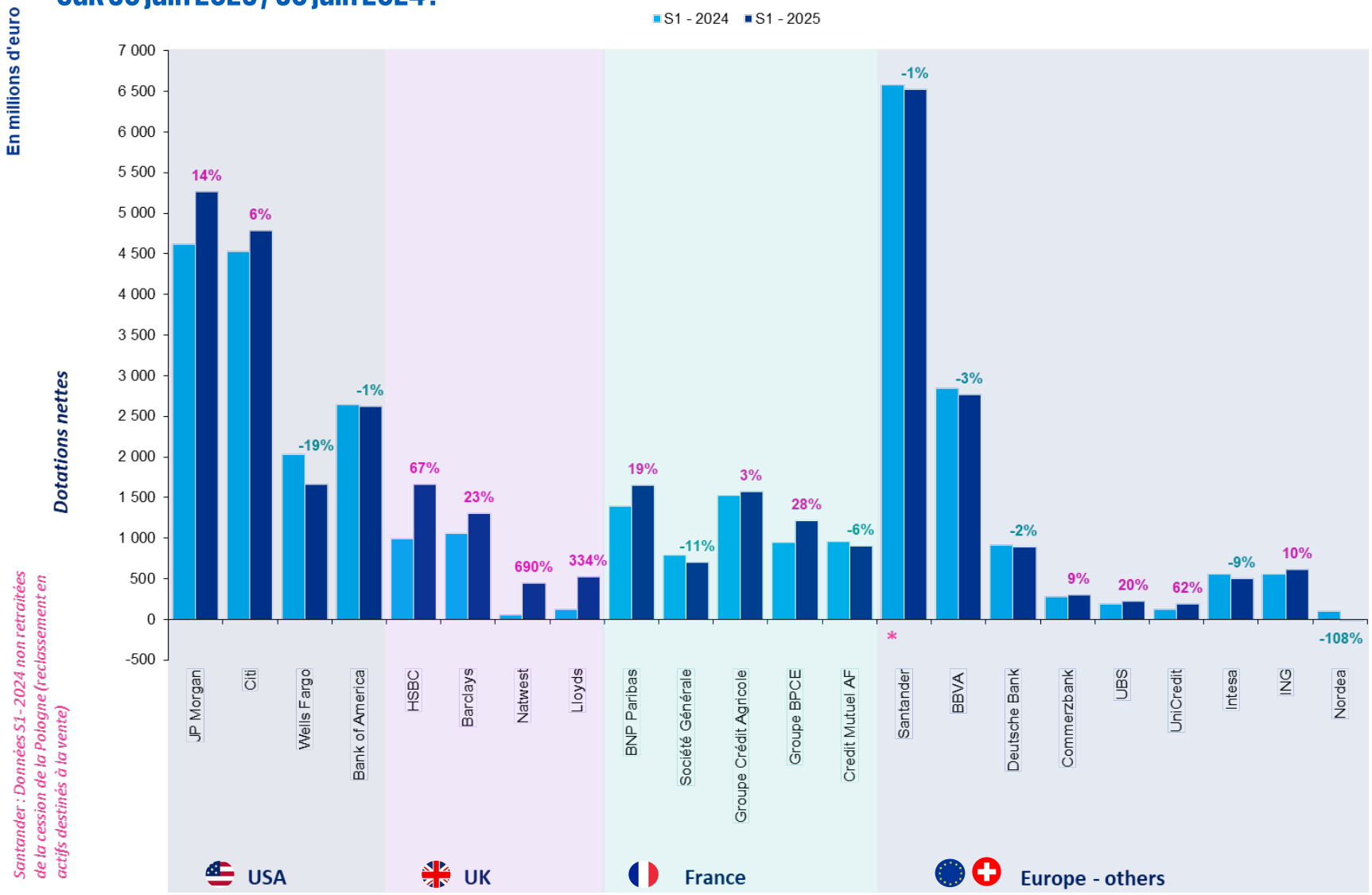
L'évolution des taux de couverture avant/après prise en compte des collatéraux est contrastée.

A notre avis, ces évolutions pourraient s'expliquer notamment :

- par des dossiers qui viennent d'entrer en douteux et dont le niveau de couverture est déterminé sur la base d'un scenario de continuité d'exploitation (i.e. un taux de couverture un peu plus bas) ;
- l'effet d'une couverture plus élevée des garanties (par exemple, l'impact de la garantie BPI comprise entre 70 et 90% sur les encours PGE).

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

CdR 30 juin 2025 / 30 juin 2024 :



Santander : Données S1-2024 non retraitées de la cession de la Pologne (reclassement en actifs destinés à la vente)

KPMG

Source des données : Etats financiers non audités (le cas échéant), communiqués de presse et présentations investisseurs au 30 juin 2025 et 30 juin 2024

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

Etats-Unis: CdR cumulé à 14,3 Mds€, +4%

(contre 13,8 Mds€ au 30 juin 2024 / +13% hors effets de change $/€)

Evolution liée principalement à l'immobilier commercial, les cartes de crédit et la détérioration des prévisions macroéconomiques

- **JP Morgan**: CdR à 5,3 Mds€ (+14%, +25% hors effets de change $/€)
  - ✓ Pertes sur l'activité « Cartes de crédit » en hausse
  - ✓ **Provisions au S1-25 de 1,4 Mds$** en lien avec **la mise à jour des prévisions macro économiques** compensée en partie au Q2 par un changement de pondération des scenarii et des **dotations liées à la dégradation de certaines expositions** (CIB)
- **Citi:** CdR à 4,8 Mds€ (+6%, +16% hors effets de change $/€)
  - ✓ Provisions en hausse compte tenu de la détérioration des prévisions macro économiques et des provisions sur de la clientèle russe et sur le Mexique
  - ✓ **Taux de pertes sur les cartes de crédit en baisse vs Q1-25 à** 3,73% (Branded cards) et 5,89% (Retail Services) contre 3,89% et 6,43% (pour rappel 3,55% et 6,21% au Q4-24)
- **Bank of America**: CdR à 2,6 Mds€ (-0,6%, +9%hors effets de change $/€)
  - ✓ Pertes en hausse (total de 3 Mds$ au S1-25) notamment en lien avec les cartes de crédit (Q1) et **l'immobilier commercial** (Q2) dans le cadre de cession d'immeubles sur des dossiers en défaut
  - ✓ **Taux de pertes sur les cartes de crédit en baisse** à 3,82% au Q2-25 (vs 4,05% au Q1-25, 3,79% au Q4-24 et 3,62%)
- **Wells Fargo**: CdR à 1,7 Mds€ (-19%, -11% hors effets de change $/€)
  - ✓ **Poursuite de la diminution des provisions et des pertes sur l'immobilier commercial** / de bureaux compensée partiellement par des pertes en hausse sur les cartes de crédit

Royaume Uni: CdR cumulé à 3,9 Mds€, +76%

(contre 2,2 Mds€ au 30 juin 2024)

Evolution principalement liée à:

- A la révision à la baisse des paramètres économiques retenus dans le forward looking en lien avec la détérioration de la situation économique mondiale
- Des ajustements post-modèles liés aux droits de douane et à leurs impacts attendus sur l'activité économique

- **HSBC**: CdR **à 1,7 Mds€ (+67%)**
  - ✓ Evolution liée notamment à la **hausse des overlays** (+0,4 Mds$ vs Q4-24), à la **hausse des dotations sur l'immobilier commerical à Hong-Kong** (+0,5 Mds$ vs S1-24) ainsi que **la dégradation de l'environnement économique** (tensions géopolitiques et mise en place des droits de douane)
  - ✓ **Scénario « Downside » qui passe de 10 à 20%** au détriment du scénarii « Central » pour refléter l'environnement économique incertain. Une pondération à 100% du scenario « Downside » génère une hausse des provisions de 0,8 Mds$ de provision
  - ✓ CdR annualisé au S1-25 à 40bp (objectif annuel révisé en hausse d'une fourchette de 30 à 40bp à 40bp pour tenir compte de la situation à Hong-Kong)
- **Barclays**: **CdR à 1,3 Mds€ en hausse de 23%** en lien avec:
  - ✓ L'acquisition de Tesco Bank (i.e. transferts entre Stage post acquisition)
  - ✓ Les overlays enregistrés au Q1-25 notamment pour faire face au **haut degré d'incertitudes aux Etats-Unis**
- **Natwest**: **CdR à 448 M€** (**x 8** par rapport au S1-24) compte tenu:
  - ✓ **D'un impact de 81 M£ au titre de la reprise d'un portefeuille de Sainsbury'sBank**
  - ✓ De la hausse du CdR Stage 3
  - ✓ De la reprise d'ajustements post-modèles pour 67 M£. Stock de 269 M£ dont 234 M£ au titre des incertitudes économiques
  - ✓ CdR à 19bp au S1-25)
- **Lloyds**: **CdR à 518 M€ (x4,3 par rapport au S1-24)**. Cette évolution s'explique par les effets combinés suivants:
  - ✓ Un S1-24 impacté par des reprises au titre du forward looking pour 324 M£ contre un S1-25 en reprise uniquement de 9 M£ (ajustement des scenarii économiques)
  - ✓ L'overlay de 100 M£ du Q1-25 au titre des droits de douane a été repris et intégré dans les scenarii économiques
  - ✓ CdR attendu à 25bp pour 2025 (19bp au S1-25)

Europe-Autres : CdR relativement stable (-1%)

CdR cumulé des banques européennes (hors banques françaises) à 12 Mds€ (contre 12,1 Mds€ au 30 juin 2024)

ING: CdR à 612 M€ (+10%)

- ✓ Stock d'ajustements post-modèles en hausse à 236 M€ (203 M€ Q4-24)
- ✓ **Provisions S1-S2 passant d'une reprise de 261 M€ à une dotation de 177 M€** (+438 M€ vs S1-24) **liée notamment à la mise à jour des modèles et des prévisions économiques**
- ✓ **S3 en forte baisse (-383 M€)** à 436 M€ au S1-25 **grâce à des reprises sur des contreparties entreprises, à une baisse du flux entrants de nouveaux dossiers**
- ✓ Poids du S2 et S3 en baisse par rapport au Q4-24 à 8,3% et 1,5% (vs 8,9% et 1,7%)
- ✓ CdR à 17bp inférieur à la moyenne au travers du cycle de 20bp

UniCredit: CdR à 192 M€ (+74 M€)

- ✓ **Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 1,7 Mds€**
- ✓ CdR annualisé au S1-25 à 9bp (objectif maintenu < 15bp pour 2025)
- ✓ Net NPL ratio à 1,5% (+0,1% vs Q4-24)
- ✓ Taux de défaut à 1,2% (1% en supprimant 2 contreparties significatives)

Intesa Sanpaolo: CdR à 505 M€ (-9%)

- ✓ **Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 900 M€**
- ✓ CdR annualisé à 24bp
- ✓ Net NPL ratio à 1% (méthodologie EBA), un niveau historiquement bas
- ✓ Expositions nettes de provisions sur la Russie proches de 0

BBVA: CdR à 2,76 Mds€ (-3%) avec en hausse la Turquie 0,4 Mds€ (x1,7 tiré par l'activité Retail) compensant la baisse du CdR sur les autres zones (notamment Espagne -10% et Mexique -4%)

- ✓ NPL à 14,6 Mds€ (14,8 Mds€ au Q4-24 et 15,4 Mds€ au S1-24)
- ✓ Taux de provisionnement des NPL à 81% (80% au Q4-24 et 75% au S1-24)
- ✓ CdR à 132bp (142bp au S1-24)

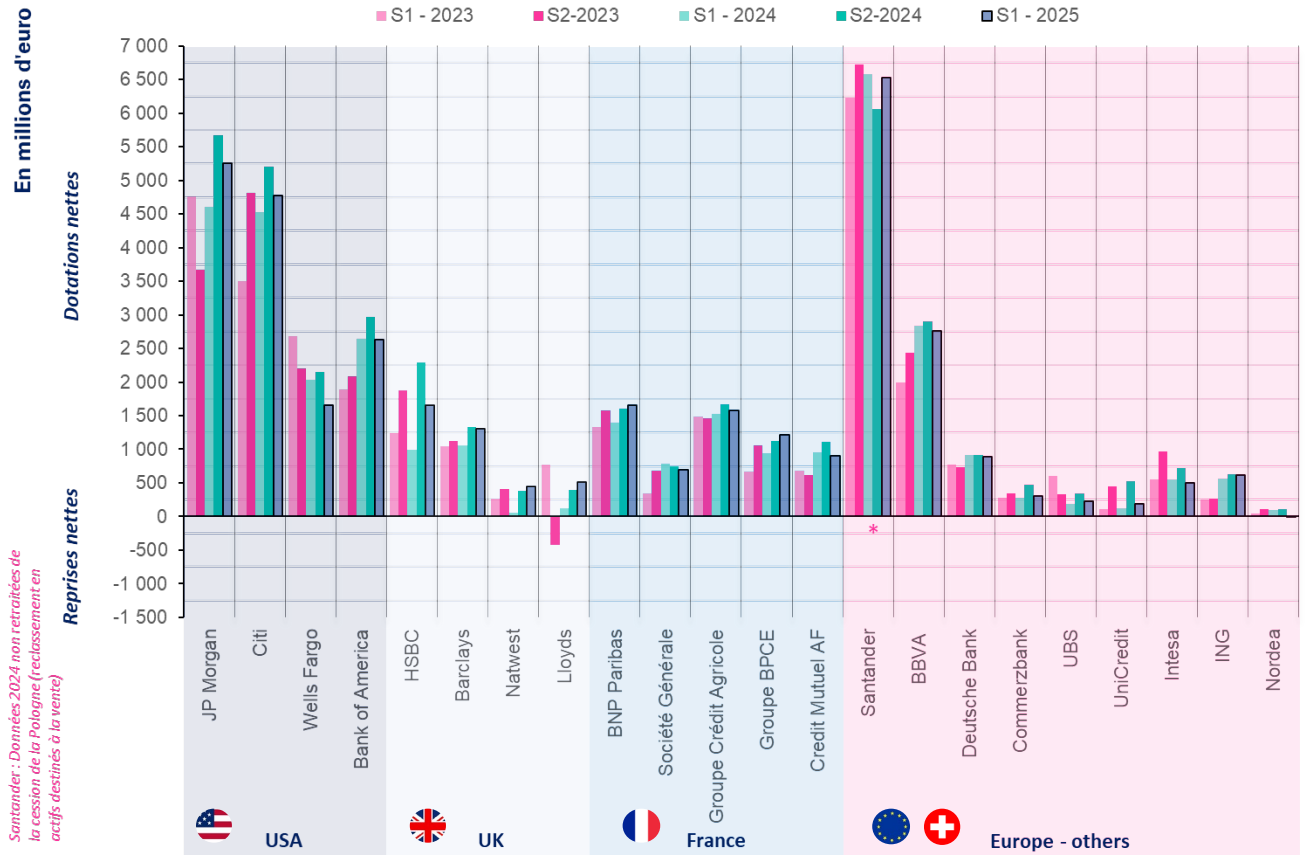
Santander: CdR de 6,5 Mds€ (-0,8% vs S1-24/ +4% avec les retraitements IFRS 5 / cession en Pologne)

- ✓ Qualité du portefeuille en amélioration (effets du taux de chômage bas et de politiques monétaires accommodantes)
- ✓ NPL à 2,91%, niveau historiquement bas (vs 3,02% au S1-24) des encours avec un taux de couverture à 67% (vs 66% au S1-24)
- ✓ CdR annualisé à 114bp (121bp au S1-24)

Deutsche Bank: CdR à 894 M€ (-2%)

- ✓ **S1-S2 en dotation de 252 M€** (vs dotation de 3 M€ au S1-24) **en lien** notamment **avec:**
  - **une mise à jour des modèles** (LGD) générant une reprise de 133 M€ (principalement sur le Private Banking)
  - **une mise à jour**, dans le contexte incertain, **des prévisions économiques** (effet dotation)
  - la hausse des overlays (+22 M€ au S1-24 à 146 M€) notamment en lien avec **la mise en place des droits de douanes par les USA**
- ✓ **S3 en voie de normalisation à 641 M€** (-271 M€ vs S1-24) mais qui reste sur des niveaux élevés sur **l'Immobilier Commercial**
  S3 impacté favorablement par la mise à jour du modèle (LGD)
- ✓ CdR annualisé au S1-25 à 36bp

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde



Source des données: Etats financiers non audités (le cas échéant), communiqués de presse et présentations investisseurs au 30 juin 2025, 31 décembre 2024, 30 juin 2024, 31 décembre 2023 et 30 juin 2023

Dynamique par semestre du CdR depuis 2023:

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

Après plusieurs trimestres consécutifs d'augmentation très significative des dotations nettes (ayant conduit à une hausse de 74% du CdR entre 2022 et 2023 compte tenu du contexte économique, de la normalisation des taux de défaut et de pertes sur les crédits sur l'activité de « cartes de crédit » et de l'augmentation des provisions et pertes sur les activités « Immobilier de bureaux / Immobilier Commercial »), **la progression du CdR s'est stabilisée à un niveau élevé en 2024**.

Sur 2025, le CdR reste globalement élevé (sauf Wells Fargo où il diminue) sous l'effet principalement **de la dégradation de l'environnement économique** ainsi que **des pertes sur les cartes de crédit et sur l'immobilier commercial.**

A noter que l'évolution du taux de change USD/EUR vient écraser en partie la progression du CdR.

Pour rappel, **fin 2022** les banques anglaises **avaient mis à jour leurs scénarii économiques** (avec la prise en compte de la forte dégradation liée au niveau d'inflation au Royaume-Uni), **ce qui avait eu pour conséquence de générer des dotations très significatives**.

A partir de mi-2023, l'amélioration de la situation économique et des prévisions ont permis d'amorcer un recul du CdR qui s'est confirmé en 2024 notamment au travers de reprise d'ajustements post-modèles.

A partir de 2025, la tendance s'inverse. Les banques ont mis à jour les scenarii économiques et pondérations pour faire face à la situation économique et politique incertaine.

Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, **les banques sont dans une dynamique de dotation nette avec des tendances variables entre les établissements selon leurs zones d'exposition** (France, Europe, Etats-Unis, pays en voie de développement, etc.) **et leur type d'activités** (Retail, CIB, etc.).

Au cours des exercices 2023 et 2024, c**es dotations ont principalement été constituées sur les encours en Stage 3 compte tenu de la hausse des défauts et de l'environnement économique difficile.** Des reprises ont également été effectuées sur les Stages 1 & 2 dont une partie effectuée sur les ajustements post-modèles.

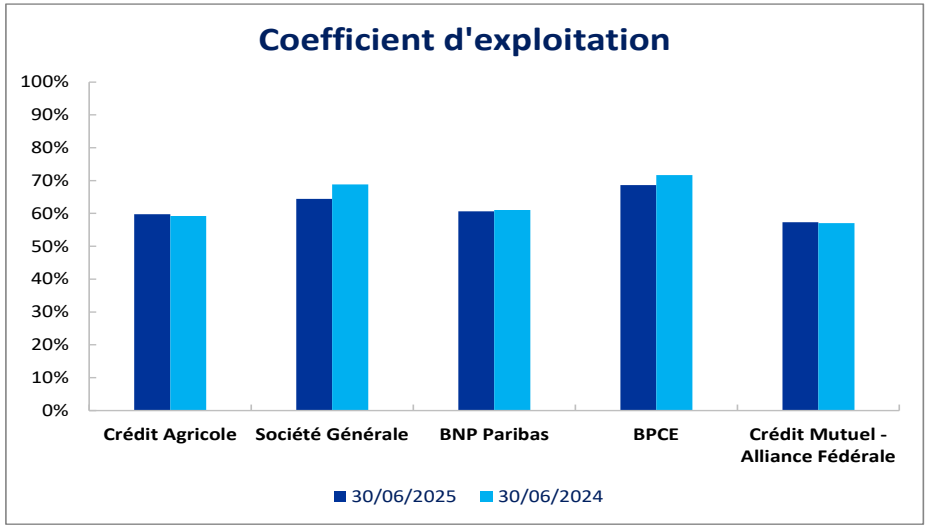
Sur le 1er semestre 2025, le coût du risque semble se stabiliser avec des dotations S3 globalement en baisse compensées par des dotations sur les S1-S2.

Quelques banques indiquent avoir pris en compte spécifiquement les effets des droits de douanes dans leur calcul d'ECL. A titre d'exemple, Commerzbank via un ajustement in-model de 91 M€.

KPMG

Un enjeu clé de réduction des coûts opérationnels

Au premier semestre 2025, les groupes bancaires français ont poursuivi leur trajectoire d'optimisation opérationnelle, en conciliant rigueur sur les charges, investissements ciblés et adaptation des structures. Cette stratégie leur permet d'améliorer leur rentabilité opérationnelle avec un coefficient d'exploitation moyen à 62,1% (-143 pb par rapport au 30 juin 2024), traduisant des niveaux d'efficacité élevés malgré un environnement inflationniste et des besoins accrus en transformation technologique.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Note : le coefficient d'exploitation a été recalculé en rapportant les frais de gestion publiés au produit net bancaire publié (sans retraitement).

La maîtrise des coûts opérationnels et la croissance des revenus confirment la résilience du secteur bancaire français et sa capacité à maintenir son efficacité opérationnelle sur le court et moyen terme.

Dans ce cadre, le groupe BNP Paribas qui affiche une progression limitée de ses frais de gestion (+2,5 %), absorbant les effets exceptionnels liés aux restructurations et aux investissements informatiques, bénéficie d'un effet de ciseaux positif, porté par une dynamique de revenus supérieure à celle des charges dans ses principaux pôles, notamment dans la banque de financement et d'investissement.

Le groupe Société Générale enregistre un recul significatif de ses frais généraux semestriels, résultat d'une double dynamique : l'allègement des coûts de transformation et un contrôle strict des dépenses opérationnelles courantes. Si le lancement de son plan mondial d'actionnariat salarié a généré une charge ponctuelle au 2ème trimestre (100 millions d'euros), celle-ci est qualifiée par le groupe de neutre sur la capacité distributive du groupe.
Cette performance opérationnelle se reflète dans l'amélioration marquée du coefficient d'exploitation, qui devance les prévisions 2025 malgré les retraitements comptables consécutifs aux récents arbitrages de portefeuille et aux évolutions de périmètre.

Malgré la hausse des charges d'exploitation du groupe Crédit Agricole sur le semestre (+5,2 %), liée au développement de ses métiers stratégiques, aux investissements informatiques et à l'intégration de nouvelles entités, le coefficient d'exploitation reste contenu, confirmant une bonne maîtrise globale des équilibres opérationnels.

De même, en dépit d'une progression délibérée des frais généraux du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale, traduisant une stratégie d'investissement offensive sur 3 axes (l'innovation technologique, l'expansion européenne avec le projet d'acquisition d'OLB , et le renforcement de son engagement social), le coefficient d'exploitation reste maîtrisé.

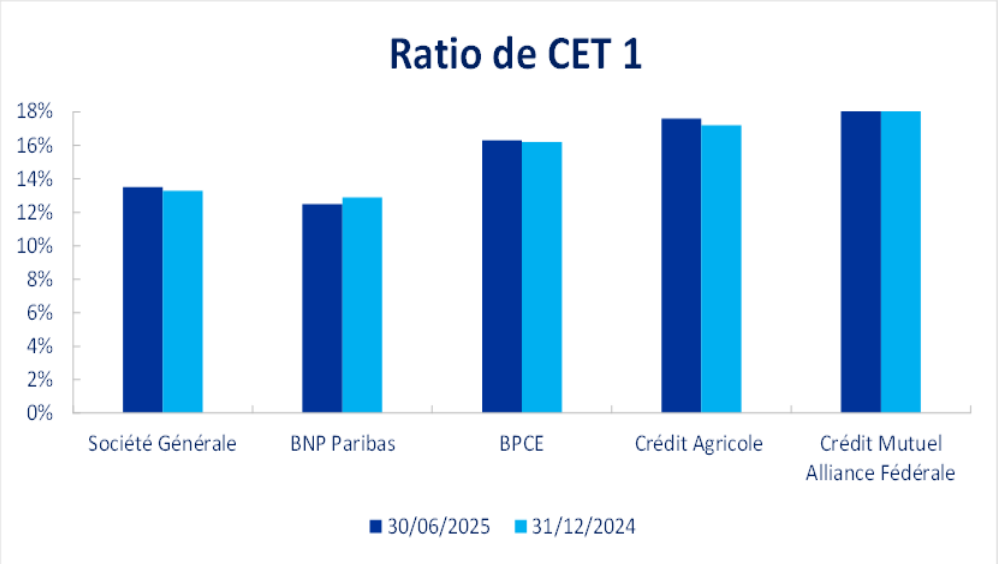
Le groupe BPCE présente, quant à lui, un effet ciseaux positif sur le semestre, porté par une progression des revenus supérieure à celle des charges. Malgré une hausse des frais de gestion, les investissements réalisés dans les systèmes d'information, les services digitaux et certaines expertises métier sont compensés par une dynamique commerciale soutenue. Cette configuration permet au groupe d'améliorer sa rentabilité opérationnelle avec un coefficient d'exploitation bien orienté (-306 pb), en ligne avec ses objectifs de performance opérationnelle.

Une structure financière solide malgré CRR3

L'entrée en vigueur du CRR3 au 1er janvier 2025 constitue un tournant important pour les trajectoires de solvabilité des grands groupes bancaires français. Si ce nouveau cadre prudentiel, plus contraignant, aurait pu faire craindre une baisse des ratios de solvabilité, les publications au 30 juin 2025 font apparaître un ratio moyen de CET1 en légère hausse, à 15,9 %, soit une progression de 20 points de base par rapport au 31 décembre 2024.

Cette évolution positive s'inscrit toutefois dans un contexte transitoire : l'ensemble des établissements ont publié à cette date des ratios dits « phasés », incluant les dispositifs transitoires prévus par le règlement, y compris BNP Paribas qui présentait encore un ratio fully loaded au 31 mars 2025. À mesure que ces mesures transitoires seront levées, l'application progressive de l'output floor devrait exercer une pression croissante sur les niveaux de fonds propres, ce qui pourrait infléchir les trajectoires à moyen terme.

Dans ce contexte, les stratégies de gestion du capital restent actives et différenciées selon les groupes : ajustements techniques, optimisation des actifs pondérés et pilotage fin des politiques de distribution sont mobilisés pour préserver la flexibilité financière face à un cadre prudentiel en pleine transition.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Note : Tous les groupes communiquent sur un ratio de CET1 phasé.

Si cette résilience des ratios s'explique en partie par le recours aux dispositions transitoires du règlement CRR3, elle reflète également des choix stratégiques différenciés en matière de gestion du capital.

Le groupe BNP Paribas met en avant ses efforts d'optimisation des actifs pondérés avec, au 30 juin 2025, des opérations de titrisation SRT et d'assurance-crédit qui ont permis d'alléger le bilan de 44 milliards d'euros d'actifs pondérés, contribuant à une amélioration de 65 points de base du ratio CET1 au premier semestre. Le groupe anticipe un gain additionnel de plus de 10 points de base d'ici la fin de l'année.

BNP Paribas confirme par ailleurs le versement d'un acompte sur dividende de 2,59 euros par action le 30 septembre 2025, représentant 50 % du bénéfice net consolidé par action du premier semestre, conformément au mécanisme semestriel instauré début 2025.

Le groupe Société Générale s'inscrit dans une logique comparable avec, pour la première fois, le versement d'un acompte sur dividende de 0,61 euro par action en octobre 2025, dans le cadre de sa nouvelle politique de distribution. Il annonce également le lancement en août 2025 d'un programme de rachat d'actions additionnel de 1 milliard d'euros, autorisé par la BCE, témoignant d'un niveau de capital excédentaire supérieur à sa cible.

Ces initiatives de distribution s'inscrivent dans une logique de gestion disciplinée du capital et traduisent, au-delà de la robustesse des ratios, une volonté partagée de valoriser la performance via un pilotage stratégique du capital social.

Au 30 juin 2025, les établissements français communiquent des niveaux de TLAC et de MREL supérieurs aux exigences réglementaires, permettant d'apprécier leur positionnement en matière de capacité de résolution et d'absorption des pertes.

Les ratios TLAC sont communiqués par 4 établissements au 30 juin 2025 :
- BPCE : 27,6% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 27,6% des risques pondérés et 8,2% de l'exposition en levier ;
- BNP Paribas : 26,2% des actifs pondérés et 7,9% de l'exposition de levier ; et
- Société Générale : 29,9% des risques pondérés et 8,3% de l'exposition en levier.

Les niveaux de MREL sont communiqués par l'ensemble des 5 établissements au 30 juin 2025 :
- BPCE : 33,8% des risques pondérés ;
- Crédit Mutuel Alliance Fédéral : 39,11% des risques pondérés et 15,12% de l'exposition en levier ;
- Crédit Agricole : 32,7% des risques pondérés et 9,7% de l'exposition en levier ;
- BNP Paribas : : 28,9% des actifs pondérés et 8,7% des expositions de levier ;
- Société Générale : 33,4% des risques pondérés et 9,2% de l'exposition en levier.

Enfin, les établissements présentent un ratio de levier moyen de 4,9%, supérieur au minimum règlementaire de 3% auquel s'ajoute la charge au titre de leur systémicité et les exigences de Pilier 2.

Ratio de levier (%)	30/06/2025	31/12/2024
Société Générale	4,4%	4,3%
BNP Paribas	4,4%	4,6%
BPCE	5,1%	5,1%
Crédit Agricole	5,6%	5,5%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	NC	NC

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Une gestion prudente de la liquidité

Dans un environnement de marché volatil, marqué par l'instabilité géopolitique persistante, le durcissement de la politique commerciale américaine depuis le retour de Donald Trump à la présidence, et les ajustements progressifs des politiques monétaires, les groupes bancaires français maintiennent une gestion rigoureuse de leur liquidité et de leurs programmes de financement.

Cette discipline s'appuie sur une gestion de trésorerie prudente, adossée à un dispositif d'accès aux marchés particulièrement robuste. Les groupes disposent d'un éventail étendu de programmes d'émission, publics et privés, leur permettant de toucher les investisseurs des principales zones internationales, complété par des réserves de liquidités confortables, qui atteignent 1.721 milliards d'euros au 30 juin 2025 (+ 31 milliards d'euros depuis le 31 décembre 2024) calibrées pour résister aux scénarios de stress les plus sévères.

Les montants affichés par les banques intègrent une part importante des dépôts en banques centrales et des titres dits HQLA (High Quality Liquid Assets) essentiellement composés de dettes souveraines bien notées (couvertes par des swaps de taux d'intérêts), leur permettant d'afficher un ratio de LCR largement supérieur à l'exigence règlementaire de 100% :

Ratio LCR (%)	30/06/2025	31/12/2024
Société Générale	148%	156%
BNP Paribas	136%	137%
BPCE	143%	142%
Crédit Agricole	137%	127%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	165%	177%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 juin 2025

Note : Les groupes Crédit Agricole, Crédit Mutuel Alliance Fédérale et BPCE présentent un LCR moyen

Au-delà de cette gestion à court terme, les banques françaises mettent également en œuvre une stratégie de refinancement structurel diversifiée, exploitant l'ensemble des segments de marché et des bases d'investisseurs disponibles. Cette approche génère un excédent de ressources stables largement supérieur aux emplois correspondants, renforçant mécaniquement la solidité des bilans conformément aux objectifs fixés dans les plans stratégiques à moyen terme.

Performance, durabilité, IA : le triptyque stratégique du secteur bancaire

Les grandes banques françaises poursuivent leur transformation, articulant rentabilité, responsabilité et innovation technologique. Cette trajectoire triptyque s'incarne dans la stratégie des groupes qui conjuguent efficacité opérationnelle, engagement climatique et déploiement à grande échelle de l'intelligence artificielle.

Au 30 juin 2025, les banques ont appréhendé ces 3 enjeux selon des approches différenciées, mettant l'accent dans leur communication semestrielle sur la performance financière, la transition durable et/ou l'innovation technologique selon leurs priorités stratégiques respectives.

Dans ce cadre, le groupe **BNP Paribas** communique sur le renforcement de ses engagements extra-financiers avec un objectif de 215 milliards d'euros de financements pour la transition bas-carbone d'ici 2026, 6,2 millions de bénéficiaires de services favorisant l'inclusion financière, et 42 % de femmes dans les postes de senior management.

Parallèlement à ces engagements, le groupe rappelle que l'IA est pleinement intégrée à sa stratégie, constituant un levier technologique essentiel pour optimiser ses processus de distribution, renforcer ses outils de gestion du risque, et déployer des solutions personnalisées à grande échelle. Cette approche stratégique globale se traduit par une trajectoire financière ambitieuse à horizon 2026 annoncée par le groupe qui vise un taux de croissance annuel moyen supérieur à 7 % pour le résultat net et 8 % pour le bénéfice net par action.

Ces objectifs s'appuient sur une dynamique commerciale solide de tous les métiers, résultant de l'effet combiné des plans stratégiques étendus, des synergies intra-groupe, de la contribution croissante d'acquisitions ciblées (AXA IM, assurance-vie, wealth management), ainsi que de la nouvelle organisation dédiée à l'industrialisation du modèle « Originate & Distribute » (CIB).

Dans le groupe **Société Générale**, l'année 2025 constitue un tournant stratégique. Sur le plan climatique, le groupe renforce sa gouvernance ESG avec la mise en place d'un Conseil Scientifique Consultatif, chargé d'apporter à la direction générale une expertise indépendante sur les grandes tendances environnementales et sociétales. Cette instance pluridisciplinaire contribue à une vision de long terme, en phase avec les défis structurels qui affectent l'économie et la finance durable.

Le groupe poursuit par ailleurs le développement de solutions financières innovantes au service de la transition énergétique : il a ainsi accompagné Eurazeo dans la structuration du fonds de dette « Maritime Upgrade » dédié à la transformation durable de l'économie maritime, tout en investissant à travers sa filiale REED dans des infrastructures technologiques sobres en énergie, à l'image de la plateforme Voltekko Tech spécialisée dans les data centers à haute efficacité énergétique.

Ces avancées s'inscrivent dans une trajectoire de performance solide, appuyée par une croissance des revenus, une réduction des coûts, et une amélioration sensible du coefficient d'exploitation. Le groupe annonce avoir relevé ses objectifs financiers 2025, avec un coefficient d'exploitation ciblé sous les 65 % et une rentabilité des fonds propres tangible (ROTE) proche de 9 %, tout en confirmant une ambition de rentabilité de 9 à 10 % à horizon 2026.

De son côté, le groupe **Crédit Mutuel Alliance Fédérale** rappelle à la fois son statut d'entreprise à mission et son ambition de performance durable.

En effet, tout en réaffirmant ses 20 engagements structurés autour du bien commun, dont son dividende sociétal, qui mobilise chaque année 15 % du résultat net au profit de projets solidaires et environnementaux (574 millions d'euros en 2024, 106 millions d'euros prévus en 2025), le groupe rappelle que sa politique ESG vise notamment une réduction de 20 % des émissions financées à horizon 2027, appuyée par des dispositifs opérationnels comme l'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité, et des solutions dédiées (prêts rénovation, transition agricole, installation).

En parallèle, le groupe amplifie ses financements dans les énergies renouvelables avec pour objectif un ratio de 10 pour 1 par rapport aux énergies fossiles. Le Fonds Révolution Environnementale et Solidaire poursuit ses investissements dans des entreprises innovantes (Eco Tech Ceram, Mobyfly), avec un portefeuille de 21 participations.

Sur le plan technologique, le groupe renforce son infrastructure avec l'ouverture de 2 datacenters de dernière génération en Bourgogne et initie les premiers cas d'usage d'intelligence artificielle générative avec la Cognitive Factory d'Euro-Information, en partenariat avec IBM (Watson), au service de la transformation de ses services (risques, conformité, relation client).

Le groupe **Crédit Agricole** conjugue solidité financière, vision à long terme et utilité sociale dans une approche cohérente et ambitieuse. Le groupe qualifie ses résultats du 1er semestre comme un socle au service de l'économie réelle et de la souveraineté européenne.

Cette performance consolide sa confiance dans sa capacité à générer en 2025 un résultat net supérieur à celui de 2024 en préparation de l'annonce de son nouveau plan stratégique prévu en novembre.

Le groupe accélère également le déploiement de ses financements dédiés à la transition environnementale avec des encours spécialisés qui atteignent 111 milliards d'euros, avec une concentration particulièrement forte sur l'immobilier économe en énergie et les mobilités propres. Le groupe renforce simultanément ses investissements dans les énergies bas-carbone, tout en maintenant sa trajectoire de retrait progressif des activités liées à l'extraction d'énergies fossiles.

Enfin, le groupe **BPCE** inscrit sa trajectoire dans le cadre de son plan stratégique Vision 2030, qui associe développement organique, diversification géographique et renforcement de ses expertises. Cette ambition s'est concrétisée au 1er semestre 2025 avec l'annonce de l'acquisition de Novobanco, 4e banque portugaise, appelant à devenir son 2ème marché domestique.

En parallèle, BPCE renforce son engagement en faveur de la transition écologique et du développement territorial: Banque Populaire et Caisse d'Épargne ont signé un partenariat avec la Banque Européenne d'Investissement pour accompagner l'évolution du secteur agricole. Leur offre à impact s'étend aux jeunes, professionnels et agriculteurs, avec le Plan d'Épargne Avenir Climat, le Prêt Impact Immobilier et une assurance habitation éco-conçue. Le groupe soutient également les entreprises de la filière Défense, en lien avec les enjeux de souveraineté.

Dans la continuité de sa transformation, BPCE intègre l'intelligence artificielle dans sa stratégie digitale, avec des fonctionnalités génératives disponibles sur ses applications mobiles pour optimiser les parcours et personnaliser les interactions. Le groupe met également en avant l'utilisation en interne des solutions d'IA générative par près de 50 % de ses collaborateurs, traduisant une appropriation rapide au service de l'efficacité opérationnelle.

Cette dynamique collective illustre la maturité du secteur bancaire français face aux défis contemporains: si chaque établissement développe sa propre approche, tous convergent vers un modèle bancaire réinventé. Cette transformation témoigne d'une adaptation continue aux attentes des parties prenantes et aux impératifs réglementaires, tout en préservant la compétitivité nécessaire dans un environnement économique en mutation.

Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse, des slides investisseurs et des états financiers non audités des principaux groupes bancaires français publiés au 30 juin 2025.

Ces éléments ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 24 juillet 2025 : BNP Paribas
- 30 juillet 2025 : Crédit Mutuel Alliance Fédérale
- 31 juillet 2025 : Société Générale et Crédit Agricole
- 5 août 2025 : BPCE

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

abourdeille@kpmg.fr

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.